

# RCRC

Croix-Rouge Croissant-Rouge

NUMÉRO 3 · 2015 [www.redcross.int](http://www.redcross.int)

## Une planète en proie aux extrêmes

Le climat exige une action tant globale que locale

## Combattre dans les règles

Faire respecter le droit de la guerre par les belligérants

## Une assise plus solide

Comment soutenir une action humanitaire locale plus durable



# Périr en quête d'une vie meilleure



LE MAGAZINE DU MOUVEMENT INTERNATIONAL  
DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE

# Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge comprend trois composantes:

le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et les Sociétés nationales.



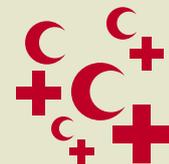
**CICR**

Organisation impartiale, neutre et indépendante, **le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)** a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et de leur porter assistance. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels. Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont il dirige et coordonne les activités internationales dans les conflits armés et les autres situations de violence.



Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

**La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)** est le plus vaste réseau humanitaire de volontaires au monde. Il touche chaque année, à travers ses 189 Sociétés nationales, 150 millions de personnes. Ensemble, nous œuvrons avant, pendant et après les catastrophes et les urgences sanitaires pour répondre aux besoins et améliorer les conditions d'existence des personnes vulnérables. La FICR agit de façon impartiale, sans distinction de nationalité, de race, de sexe, de croyances religieuses, de classe ou d'opinion politique. Guidée par la Stratégie 2020 – son plan d'action collectif pour relever les grands défis de la décennie en matière d'aide humanitaire et de développement –, la FICR est déterminée à «sauver des vies et changer les mentalités».



**Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge** mettent en application les buts et les principes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans 189 pays. Elles y assument le rôle d'auxiliaires des pouvoirs publics pour tout ce qui concerne l'humanitaire et y conduisent des activités dans des domaines tels que les secours en cas de catastrophe, les services de santé et l'assistance sociale. En temps de guerre, elles fournissent une assistance à la population civile affectée et apportent leur soutien aux services de santé de l'armée, le cas échéant.

## **Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge**

est guidé par sept Principes fondamentaux :

**humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité et universalité.**

Toutes les activités de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge poursuivent le même objectif :  
**aider ceux qui souffrent, sans discrimination aucune, et contribuer ainsi à la paix dans le monde.**

# Migrations : l'humanité avant tout

**L**ORSQUE JE PENSE aux souffrances des migrants — et à l'action entreprise par le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour y répondre —, deux photographies prises en Italie cette année me reviennent en mémoire. Sur la première, un tout jeune garçon fraîchement débarqué dans le port de Catane, blotti dans les bras d'une volontaire de la Croix-Rouge italienne. Sur la deuxième, ce même petit garçon jouant avec des volontaires dans un camp pour migrants de la Croix-Rouge italienne à Rome.

Je me prends à songer à la suite du parcours de cet enfant. Un volontaire de la Croix-Rouge autrichienne le prendra-t-il dans ses bras ? Recevra-t-il un repas de la Croix-Rouge allemande ou des soins médicaux d'une autre Société nationale, selon la prochaine destination de sa famille ? Qui sait si celle-ci n'a pas déjà reçu l'aide du Mouvement, dans le pays qu'ils ont fui ou ailleurs, bien avant d'arriver en Europe ?

Sur ces routes où se pressent les migrants, en Europe comme ailleurs, l'assistance directe fournie par le Mouvement en première ligne, sa réponse pleine de compassion, proclament avec force que quel que soit leur statut juridique actuel, les personnes qui fuient le conflit, les persécutions, la pauvreté ou les catastrophes naturelles méritent d'être traitées avec humanité. Fort heureusement, cette conviction est largement partagée. Émus par les images et les nouvelles de migrants désespérés, des gens, partout dans le monde, ont pris l'initiative d'apporter leur aide.

Le monde entier a été bouleversé, voici quelques mois, par une autre image : celle d'un petit garçon syrien du nom d'Aylan, noyé durant la traversée entre la Turquie et la Grèce. Cette tragédie a secoué les consciences, suscité une empathie encore plus vive à l'égard des familles de migrants et contribué à faire évoluer l'opinion publique. Elle a même, dans certains pays, contribué à infléchir la politique en matière de migration.

Et pourtant, le débat à l'échelle internationale demeure trop souvent axé sur le renforcement des frontières plutôt que sur l'analyse des causes, la recherche de solu-



Photo: Giovanni Zambello/FICR

***Nous devons aussi collaborer de manière beaucoup plus efficace, dans les pays d'origine, de transit et de destination, pour placer l'être humain au centre de notre réponse collective.***

tions à long terme et la mise en place de mesures empreintes d'humanité. Les gens qui fuient pour échapper à la mort, laissant derrière eux des villes anéanties par les bombes ou cherchant à échapper aux persécutions, à la famine ou aux conséquences des catastrophes naturelles, chercheront toujours de nouvelles voies vers la sécurité. Si les possibilités légales de migration se réduisent, leurs parcours risquent de devenir toujours plus périlleux.

Le Mouvement a lancé cette année la campagne «Protéger l'humanité» (#Protégerl'humanité), par laquelle nous incitons chacun, partout dans le monde, à se joindre à notre appel en faveur de la protection et du respect de la dignité des personnes sur toutes les routes migratoires. Nous présenterons cet appel aux États réunis à Genève (Suisse) en décembre à l'occasion de la XXXII<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, une assemblée mondiale organisée tous les quatre ans pour débattre d'enjeux humanitaires essentiels et de propositions concrètes destinées à réduire les souffrances humaines.

Que demandons-nous aux États ? Le long des voies migratoires, les gouvernements doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, le bien-être et la dignité de tous les migrants, quel que soit leur statut juridique. Les migrants doivent avoir accès, sans entrave, à l'assistance humanitaire. Les États doivent être prêts à rechercher et à sauver les personnes en détresse en mer et redoubler d'activité pour protéger et aider les victimes de la traite des êtres humains.

Les demandeurs d'asile doivent avoir accès à des procédures équitables et efficaces de décision concernant leurs demandes, mais aussi aux soins médicaux et à des moyens de rester en contact avec leur famille. Quant aux fonctionnaires, ils doivent affirmer sans ambiguïté leur rejet de la violence, de la xénophobie et de la discrimination à l'égard des migrants. Enfin, toutes les personnes concernées doivent coopérer pour trouver des solutions politiques, économiques et sociales aux causes profondes des migrations forcées.

Le Mouvement, réseau humanitaire mondial, est présent dans les pays où le conflit, l'instabilité chronique, la pauvreté et les catastrophes naturelles forcent des gens à fuir leur foyer dans des conditions de détresse absolue. Les réalités dont nous sommes témoins sur place montrent l'étendue de la tâche qui reste à accomplir pour prévenir et limiter les souffrances et pour protéger les personnes vulnérables, où qu'elles se trouvent.

Nous devons aussi collaborer de manière beaucoup plus efficace, dans les pays d'origine, de transit et de destination, pour placer l'être humain au centre de notre réponse collective. Ensemble, nous pouvons grandement soulager le désespoir qui règne le long des routes de la migration et même faire en sorte que disparaissent ces images sinistres de navires échoués et d'enfants noyés. Signez la pétition à #Protégerl'humanité ou [www.ifrc.org/protecthumanity](http://www.ifrc.org/protecthumanity) et rejoignez-nous dans notre appel pour un monde plus sûr et plus humain.

**Francesco Rocca**

Président de la Croix-Rouge italienne et vice-président de la FICR.

## Le Mouvement perd de nouveaux membres au Yémen

Au cours des derniers mois, le conflit au Yémen a fait quatre nouvelles victimes dans les rangs du Mouvement. À la fin du mois de septembre, deux volontaires du Croissant-Rouge du Yémen, Qaed Faisal et Omar Fareh, âgés respectivement de 28 et 31 ans, ont perdu la vie avec d'autres civils lors d'une frappe aérienne dans le sud du pays. «C'est un nouveau drame pour le Mouvement tout entier», a déclaré Fouad Al-Makhazy, secrétaire général du Croissant-Rouge du Yémen. «Depuis le mois de mars, nous avons perdu huit employés et volontaires dans le pays.»

Les volontaires sont décédés trois semaines à peine après la mort de deux collaborateurs du CICR tués par balle au Yémen alors qu'ils voyageaient en convoi entre Saada et Sanaa. L'un d'eux était chargé de liaison, l'autre chauffeur; tous deux étaient yéménites. «Le CICR condamne avec la plus grande fermeté cet acte qui semble avoir été commis délibérément contre nos collaborateurs», a déclaré Antoine Grand, chef de la délégation du CICR au Yémen.

## La Croix-Rouge de l'Inde réagit aux inondations

Alors que les nuages de la mousson étaient encore menaçants, la Croix-Rouge de l'Inde s'est mobilisée pour réagir aux inondations qui ont fait

plus de 200 morts et touché plus de 10 millions d'habitants. Plus de 40 millions d'hectares de terres dans le pays sont sujets aux inondations et, en moyenne, 18,6 millions d'hectares sont sous les eaux chaque année. «Nos volontaires formés évaluent les besoins et distribuent bâches, couvertures, et autres secours d'urgence», a déclaré S.P. Agarwal, secrétaire général de la Société nationale. La FICR a prélevé 355 000 dollars des É.-U. sur son Fonds d'urgence pour les secours lors de catastrophes pour soutenir les activités d'assistance de la Croix-Rouge de l'Inde à 80 000 personnes.

## Crues soudaines au Pakistan

Au Pakistan, les pluies de mousson, associées aux vidanges brutales de lacs glaciaires, causées par la rupture de digues naturelles de glace ou de rochers dans les montagnes du nord du pays, ont fait à ce jour 219 morts et touché environ 1,5 million de personnes dans plus de 4000 villages. Allahyaar, paysan de 45 ans, a tout juste eu le temps de sauver les maigres économies de sa famille dans le village de Chak Dumra. «Nous avons déjà subi des inondations ces dernières années, mais chaque année l'eau monte plus haut», dit-il. Un appel d'urgence lancé par la FICR a aidé le Croissant-Rouge du Pakistan à répondre aux besoins immédiats de 5700 familles.

## Les villages du Myanmar à l'heure de la décrue

Malgré le début de la décrue des eaux de la mousson dans la région des deltas du sud-ouest du Myanmar, les champs entourant les villages tels que Yay Dar Gyi, à la fin du mois d'août, ressemblaient encore davantage à des lacs qu'à des terrains agricoles. Certaines rizières se trouvaient sous trois mètres d'eau, celle-ci affleurant les maisons pourtant bâties sur pilotis. «La Croix-Rouge travaille déjà sur le relèvement à long terme des communautés touchées dans d'autres parties du pays où l'eau s'est retirée, permettant aux habitants de retrouver leur village», a déclaré Nicolas Verdy, le coordonnateur des opérations de la FICR dans la région.

## Des transferts d'armements irresponsables

De nombreux pays se livrent encore à des transferts illégaux d'armes alors



Photo : Ahmed Firoz/CICR

↳ L'équipe de cricket handicap du Bangladesh (ci-dessus) a pris part au tournoi organisé en septembre dans son pays par le CICR, réunissant les équipes de cinq nations : Afghanistan, Angleterre, Bangladesh, Inde et Pakistan. Photo : Ahmed Firoz/CICR

qu'ils se sont engagés à respecter un traité international censé réglementer la circulation de ces armes, affirme le CICR. Des centaines de milliers de civils sont tués, blessés ou déplacés de force dans des conflits attisés par ces transferts. «Je suis préoccupé par l'écart (...) entre l'obligation d'assurer le respect du droit international humanitaire et les transferts pratiqués dans la réalité par des États bien trop nombreux», a déclaré le président du CICR, Peter Maurer, dans une vidéo présentée aux États parties au Traité sur le commerce des armes, réunis au Mexique en août pour s'entendre sur des mécanismes de mise en œuvre de l'accord.

## Nouvel appel à l'interdiction des armes nucléaires

Lors de la 25<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement, qui s'est tenue à Hiroshima (Japon), les représentants du Mouvement ont insisté pour que les gouvernements agissent sans

retard afin d'interdire et d'éliminer les armes nucléaires par voie d'un accord international contraignant. «Les armes nucléaires et leurs conséquences atroces en termes humanitaires menacent l'existence de chacun d'entre nous», a déclaré le président de la FICR, Tadateru Konoé, dans son allocution.

## Distributions accrues pour les réfugiés

Le CICR a distribué à la fin du mois de septembre, avec l'appui de la Croix-Rouge libanaise, 90 tonnes de vivres à quelque 10 000 réfugiés syriens dans le nord du Liban. «C'est la première fois que nous procédons à une distribution si importante de vivres au Liban depuis le début de la crise syrienne. C'est le signe que les besoins augmentent considérablement», a déclaré Jeroen Carrin, coordonnateur de la distribution alimentaire au CICR. Des vivres ont également été remis à des familles libanaises qui hébergent des réfugiés.

## Échos

**«Nous disons au gouvernement mondial et aux dirigeants de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge : donnez-nous les moyens nécessaires et nous trouverons des solutions à nos problèmes au sein de la communauté.»**

**Tapor Guey**, qui vit à Gailah, dans l'est du Libéria, lors d'une réunion publique organisée par la Croix-Rouge du Libéria et d'autres représentants du Mouvement dans le cadre de l'initiative globale «Des paroles aux actes». L'initiative a pour objet de rassembler des propositions émanant des membres de base pour trouver des solutions aux problèmes humanitaires et de permettre aux populations locales de mieux se faire entendre dans des assemblées mondiales comme la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en décembre 2015, et le Sommet humanitaire mondial en mai 2016.

## Indice humanitaire

**25** : pourcentage des migrants dans le monde qui se trouvent en Afrique\*.  
**400** : nombre moyen de personnes qui meurent chaque année en tentant de traverser la frontière entre le Mexique et les États-Unis\*\*.  
**54 000** : nombre de personnes dont on sait qu'elles ont tenté une traversée de la mer en 2014 dans la région Asie-Pacifique\*\*\*.  
**175 000** : nombre approximatif de Syriens parvenus en Grèce par bateau en 2015 à la date du 10 septembre (70 % environ du nombre total de migrants entrés dans le pays cette année). Plus de 50 000 personnes sont arrivées d'Afghanistan, 11 000 du Pakistan et 9000 d'Irak\*\*\*.  
**432 761** : nombre de migrants et de réfugiés parvenus en Europe

par la mer en 2015 à la date du 10 septembre\*\*\*.  
**1,2 million** : nombre de réfugiés syriens au Liban, soit environ 20 % de la population du pays\*\*\*\*.  
**1,59 million** : nombre de Syriens ayant gagné la Turquie à la fin de 2014\*\*\*\*.  
**13,9 millions** : nombre estimé de personnes nouvellement déplacées en 2014 à cause de conflits ou de persécutions. Le chiffre inclut 11 millions de personnes nouvellement déplacées dans leur propre pays, ce qui est sans précédent. Les 2,9 millions restants sont de nouveaux réfugiés\*\*\*\*.  
**59,5 millions** : nombre de personnes déplacées par la force dans le monde entier\*\*\*\*.

Sources : \* FICR, \*\* Police des frontières des États-Unis, \*\*\* Organisation internationale pour les migrations, \*\*\*\* Office du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

# Sommaire

NUMÉRO 3 · 2015 · www.redcross.int

## ■ En couverture

### Périr en quête d'une vie meilleure

Les tragédies et les épreuves vécues par les personnes espérant trouver la sécurité sur les rivages de l'Europe ont amené la question des migrations au premier plan des préoccupations humanitaires mondiales.

### Nouveau dilemme dans la corne de l'Afrique

Le golfe d'Aden, qui sépare la corne de l'Afrique des États du Golfe, est l'un des lieux les plus périlleux du monde pour les migrants. Le conflit en cours au Yémen inverse les schémas de migration traditionnels et crée des problèmes inédits en termes humanitaires.

### «N'importe où, mais en sécurité»

Les personnes qui s'aventurent en mer au péril de leur vie ou qui parcourent à pied des centaines de kilomètres pour gagner l'Europe sont animées, la plupart du temps, par le besoin de vivre en sécurité. Dans bien des cas, les volontaires des Sociétés nationales sont les premiers à leur venir en aide.

### Si près et pourtant si loin

Sur la côte près de la frontière franco-italienne, des personnes qui fuient le conflit, les persécutions et la pauvreté se trouvent prises au piège dans une situation précaire et perdent espoir. La Croix-Rouge italienne offre son aide aux migrants aussi bien lors de leur arrivée que lorsqu'ils s'apprentent à poursuivre leur voyage.

### La frontière des rêves brisés

Reconduits au Guatemala par la police mexicaine, les migrants guatémaltèques se retrouvent à la frontière sans autres biens que les habits qu'ils portent. La Croix-Rouge du Guatemala s'efforce de rendre leur retour moins douloureux.

Veillez adresser vos articles, demandes de renseignements et toute correspondance à :

**Croix-Rouge, Croissant-Rouge**  
Case postale 303, CH-1211 Genève 19, Suisse.  
Courrier électronique : rccr@ifrc.org n° ISBN 1019-9349

#### Rédacteur en chef

Malcolm Lucard

#### Secrétaire de rédaction

Paul Lemerise

#### Édition française

Dominique Leveillé

#### Maquette

Baseline Arts Ltd., Oxford (Royaume-Uni)

#### Mise en pages

New Internationalist, Oxford (Royaume-Uni)

#### Imprimé

sur papier exempt de chlore par Artgraphic Cavin SA (Suisse)

#### Comité de rédaction

**CICR**  
Mohini Ghai Kramer  
Dorothea Krimitsas  
Sophie Orr

**FICR**  
Benoît Carpentier  
Maureen McKenna  
Nina de Rochefort

## 4 ■ Focus

### Au péril des routes

Le débat sur les migrations qui agite l'Europe a, dans une large mesure, été lancé par des images particulièrement évocatrices. Les photographies présentées dans ces pages évoquent d'autres drames des migrations, moins médiatisés et dont certains se déroulent loin des rives du Vieux Continent.

## 6 ■ Entre les mailles du filet

Même pour ceux qui réussissent à gagner un pays doté d'une économie florissante, l'odyssée n'est pas achevée. En Norvège, les migrants ont du mal à survivre dans les coulisses d'une société riche dotée d'un excellent système de protection sociale.

## 8 ■ Une planète en proie aux extrêmes

Avec le réchauffement de la planète, les phénomènes météorologiques évoluent et, dans bien des cas, se font plus extrêmes. Pour aider les communautés à faire face à ces événements, les techniques et les méthodes nouvelles peuvent être associées aux savoirs traditionnels.

## 24 ■ Combattre dans les règles

Un mécanisme volontaire et non politisé favorisant le respect du droit international humanitaire pourrait-il contribuer à combler le fossé entre les idéaux qui sous-tendent les règles de la guerre et les pratiques constatées dans les combats ?

## 26 ■ Une assise plus solide

Au-delà des projets et des interventions d'urgence, comment les organisations humanitaires internationales peuvent-elles soutenir un engagement durable à l'échelon local ?

## 29 ■ Supports d'information

Renforcer les soins de santé après Ebola, comment mieux gérer des situations d'épidémie, et d'autres publications du Mouvement.

Nous remercions chaleureusement les chercheurs et le personnel d'appui du CICR, de la FICR et des Sociétés nationales pour leur concours.

*Croix-Rouge, Croissant-Rouge* paraît trois fois par an, en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe. Il est tiré à plus de 70 000 exemplaires et diffusé dans 189 pays.

Les opinions exprimées n'engagent que les auteurs des articles et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les articles non sollicités sont les bienvenus, mais ne seront pas renvoyés.

La rédaction se réserve le droit de récrire tous les articles. Les articles et les photographies non soumis au droit d'auteur peuvent être reproduits sans autorisation préalable; prière de citer *Croix-Rouge, Croissant-Rouge*.

Les cartes publiées dans ce magazine ont une valeur strictement informative et sont dénuées de toute signification politique.

**Couverture** : un migrant traverse le fleuve Suchiate, qui sépare le Guatemala du Mexique, près de la ville d'El Carmen, au Guatemala. Photo : Vladimir Rodas/FICR

Photos sur cette page, de haut en bas : Stephen Ryan/FICR; John Engedal Nissen/FICR; Vladimir Rodas/FICR; Noel Ceis/FICR; Benoît Matsha-Carpentier/FICR



4. Périr en quête d'une vie meilleure



8. «N'importe où, mais en sécurité»



12. La frontière des rêves brisés



20. Une planète en proie aux extrêmes



26. Une assise plus solide

# Périr en quête d'



Un habitant vient en aide à un réfugié syrien épuisé qui a sauté d'un canot et nagé jusqu'à la rive de l'île de Lesbos (Grèce) à la fin du mois de septembre. Photo : REUTERS/Yannis Behrakis

**Avril 2015** : un navire transportant quelque 550 migrants coule au large de la Libye. Les noyés seraient plus de 400, tandis qu'environ 150 personnes sont sauvées et hospitalisées dans le sud de l'Italie. Six jours plus tard, un nouveau naufrage au large de l'île italienne de Lampedusa, au sud de la Sicile, fait à peu près 800 victimes.

**Août 2015** : deux navires, avec à bord quelque 500 migrants, coulent après avoir quitté le port de Zuwara (Libye). Le même jour, un camion abandonné est découvert en Autriche : à l'intérieur, les cadavres de 71 personnes, probablement originaires de Syrie.

**Septembre 2015** : la photographie d'un garçon syrien de 3 ans, noyé avec sa mère et son frère de 5 ans alors que la famille tentait de gagner la Grèce en bateau depuis la Turquie, suscite une vague de compassion à l'égard des migrants et les demandeurs d'asile.

**C**ENE SONT LÀ que quelques-uns des faits les plus choquants parmi les nombreuses tragédies qui ont frappé, en 2015, des personnes qui espéraient gagner l'Europe pour y trouver la sécurité. Le phénomène n'est pas nouveau et ne concerne pas que le Vieux Continent. Le même processus est à l'œuvre, depuis longtemps, dans le golfe d'Aden, qui sépare la corne de l'Afrique des pays du Golfe, dans l'océan Indien et le long

de frontières terrestres dans de nombreuses régions du monde. Cependant, la fréquence et l'ampleur des catastrophes survenues cette année en Méditerranée ont contribué à faire de la migration un enjeu humanitaire, politique et économique de premier plan.

Les images et les récits des souffrances et des désillusions des migrants ont suscité aussi bien des efforts humanitaires immédiats que des mesures sévères pour les tenir à l'écart de la «forteresse Europe». C'est ainsi qu'on a pu voir des centaines de personnes bloquées dans une gare en Hongrie, d'autres escaladant des clôtures surmontées de fil de fer barbelé dans une enclave espagnole en Afrique du Nord, des foules d'hommes tenter désespérément de monter sur des camions entrant dans le tunnel reliant la France à l'Angleterre ou encore des milliers de personnes en marche le long de voies ferrées à travers la Serbie avec souvent de jeunes enfants dans les bras.

Un grand nombre de ces personnes sont comme la famille Samir, qui a fui la Syrie et a traversé l'ex-République yougoslave de Macédoine, où elle a été prise en charge par Sandra Ignjatovska, médecin de la Société nationale, dans une tente surpeuplée près de Gevgelija. La famille venait de franchir la frontière en provenance

Photo : John Engedal Nissen/FICR



## Aider tout au long du parcours

Les Sociétés nationales situées le long des voies migratoires se sont mobilisées pour offrir des soins médicaux et pour fournir de la nourriture, de l'eau, des ensembles d'articles d'hygiène ainsi que pour aider les migrants à prendre contact avec des proches, entre autres services.

Photo : Tatu Blomqvist/Croix-Rouge finlandaise



## Les migrations en Afrique

Les besoins humanitaires des migrants ne naissent pas en Europe. Le Mouvement soutient aussi les personnes déplacées par la guerre dans de nombreuses régions d'Afrique, où se déroulent plus de 20 % des migrations mondiales.

## Les migrations vers l'Europe

**670 000** : nombre de personnes arrivées en Europe par la mer en 2015.

**3100** : nombre de migrants noyés en Méditerranée en 2015.

Source : Organisation internationale pour les migrations — chiffres au 21 octobre 2015.

# une vie meilleure



Photo : Société du Croissant-Rouge turc/FICR

## Voisins du conflit

Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge aide aussi les migrants en Jordanie, au Liban et en Turquie, les pays qui accueillent de loin le plus grand nombre de demandeurs d'asile ayant fui les crises en Syrie et en Irak.



Photo : Ibrahim Malla/FICR

## Dans les lieux de conflit

Le Mouvement vient aussi en aide aux populations d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie, les pays d'origine d'un grand nombre des migrants qui affluent en Europe.

de Grèce, après 20 jours de voyage depuis Daraa, dans le sud de la Syrie, avec quatre enfants de moins de 6 ans.

«Nous avons passé cinq jours à la frontière entre la Syrie et la Turquie, en dormant à la belle étoile, alors que retentissaient en permanence des coups de feu et les tirs des tireurs isolés sur les hauteurs», raconte Abukushlif Samir, 24 ans, père de deux des enfants. La famille a été prise en charge par des volontaires dans l'attente de pouvoir prendre un train en direction de la Serbie, au nord. Elle reçoit de la nourriture, de l'eau, des couches et des articles d'hygiène.

«La traversée a été épouvantable, raconte Abukushlif Samir. Nous avons passé sept heures en mer et nous avons failli chavirer : nous étions 70 dans une petite embarcation qui prenait l'eau en permanence. Le bateau qui nous suivait, avec 60 personnes à bord, a coulé et tous ses passagers, avec parmi eux beaucoup de petits enfants, se sont noyés sous nos yeux.»

Le soir venu, la famille est partie en direction du nord, vers la Serbie et la Hongrie, dans l'espoir de retrouver des parents en Suède. Près des deux tiers des personnes qui cherchent, depuis la Grèce, à gagner le nord à travers l'Europe de l'Est, sont, comme les Samir, des Syriens fuyant le conflit. Ce fait a attiré une atten-

*«Nous avons passé sept heures en mer et nous avons failli chavirer. Le bateau qui nous suivait, avec 60 personnes à bord, a coulé et tous ses passagers, avec parmi eux beaucoup de petits enfants, se sont noyés sous nos yeux.»*

**Abukushlif Samir**, 24 ans, qui a fui le sud de la Syrie avec sa famille et a reçu une assistance de la Croix-Rouge de l'ex-République yougoslave de Macédoine

tion accrue sur le sort des personnes qui fuient les horreurs de la guerre.

Avec plus de 60 conflits actuellement en cours de par le monde, le nombre de personnes déplacées par la force sur la planète a atteint un niveau sans précédent. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies estime que l'on compte maintenant 59,5 millions de personnes déplacées dans le monde, dont 14 millions de personnes déplacées en 2014.

Pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, répondre aux besoins des personnes déplacées est depuis longtemps un impératif essentiel de sa mission humanitaire, et ce que le déplacement soit causé par le conflit, les catastrophes naturelles, les changements climatiques, la pauvreté ou la violence. Avec l'augmentation spectaculaire des besoins humanitaires, les Sociétés nationales qui se trouvent sur le parcours des nouvelles voies migratoires ont rapidement pris la mesure de la situation et fait face.

En parallèle, la FICR et les Sociétés nationales, dans le monde entier, ont lancé de nombreux appels d'urgence, tandis que le CICR soutient les Sociétés nationales par des services comme le rétablissement des liens familiaux, en donnant aux migrants la possibilité de rechercher leurs proches ou de les joindre par téléphone. Au mois de septembre, le Mouvement a lancé la campagne «Protéger l'humanité, stopper l'indifférence» (#Protégerl'humanité), qui appelle chacun, dans le monde entier, à se joindre à l'appel lancé aux États pour assurer aux migrants, le long de toutes les voies migratoires, protection et dignité. ■

## Les migrations dans le monde

**232 millions** : nombre estimé de migrants dans le monde entier en 2013, la dernière date à laquelle les Nations Unies ont publié une étude mondiale complète sur les migrations. Les migrants représentent environ **3,2 %** de la population mondiale.

# Nouveau dilemme dans la corne de l'Afrique

Le golfe d'Aden est depuis longtemps l'un des lieux les plus périlleux du monde pour les migrants. Le conflit au Yémen inverse les schémas de migration traditionnels et crée des problèmes inédits en termes humanitaires.



**C'**EST APRÈS AVOIR SURVÉCU à 15 jours de bombardements qu'Amina et sa famille ont décidé de fuir Shumaili, au Yémen. «Les tirs d'arme à feu, nous y étions habitués, explique-t-elle, mais ensuite les bombardements aériens ont commencé. Je n'avais pas de refuge, aucun abri souterrain pour me cacher. Nous avons dû quitter le Yémen pour notre sécurité.»

Amina fait partie des milliers de Yéménites qui ont fui les combats et entrepris le voyage périlleux de 260 kilomètres à travers le golfe d'Aden pour trouver refuge en Somalie, un pays qui a lui-même connu depuis vingt ans une succession de conflits internes et qui souffre d'une sécheresse cyclique dévastatrice.

Ironie tragique, le Yémen a longtemps été un pays de destination pour de nombreux Somaliens qui cherchaient à échapper au conflit et à la pauvreté en demandant le statut de réfugié au Yémen ou en poursuivant leur voyage vers l'Arabie saoudite.

Avec l'aggravation, tout au long de l'année, du conflit au Yémen, un grand nombre de ces Somaliens ont regagné leur pays, empruntant souvent les mêmes bateaux que les demandeurs d'asile yéménites.

Parmi ces Somaliens de retour dans leur pays, Zeynab, arrivée à Bosasso avec ses trois enfants. «Je préparais le petit déjeuner pour mes enfants, mais les tirs et les explosions ont redoublé, les affrontements étaient à notre porte : nous n'avions pas d'autre choix que de fuir pour nous mettre à l'abri.»

Les rapatriés et les demandeurs d'asile arrivent en bateau dans les deux principaux ports somaliens : Berbera, dans le Somaliland, et Bosasso, dans le Puntland.

Les navires se succèdent jour et nuit, avec parfois près de 1000 passagers.

Dans les deux ports, le CICR fournit un peu de vivres et d'autres articles essentiels, tandis que les volontaires du Croissant-Rouge de Somalie sont en alerte, 24 heures sur 24, pour fournir des premiers secours de base. Les arrivants se voient proposer des communications téléphoniques gratuites pour parler avec leurs proches, au Yémen, en Somalie ou ailleurs.

Zeynab, par exemple, avait perdu le contact avec son mari dans le chaos ambiant. À son arrivée à Bosasso, des volontaires du Croissant-Rouge de Somalie l'ont aidée à renouer le contact. «J'étais morte d'inquiétude», dit Zeynab, restée sans nouvelles de son mari depuis plus d'un mois. «J'ai pu entendre sa voix au téléphone et me convaincre qu'il était vivant.»

La situation est similaire à Djibouti, le pays voisin de la Somalie au nord, qui a accueilli des réfugiés yéménites et des migrants éthiopiens, dont bon nombre vivaient au Yémen depuis des années.

Dans les ports de Djibouti et d'Obock, les principaux points d'entrée dans le pays, la Société du Croissant-Rouge de Djibouti a offert des appels téléphoniques gratuits aux personnes qui voulaient appeler leur famille pour leur faire savoir qu'elles étaient en sécurité à Djibouti. Malheureusement, l'évolution de la situation sur le terrain au Yémen ne permet pas, pour l'instant, aux volontaires ou aux employés du CICR d'envoyer des messages Croix-Rouge sur papier aux personnes qui vivent au Yémen. «En Somalie, l'équipe du CICR a non seulement supervisé les services de ré-

**«Les tirs et les explosions ont redoublé, les affrontements étaient à notre porte : nous n'avions pas d'autre choix que de fuir pour nous mettre à l'abri.»**

**Zeynab, qui, après avoir fui la Somalie pour gagner le Yémen afin d'échapper au conflit et à la pauvreté, s'est vue contrainte par la guerre qui a éclaté au Yémen en 2014 de regagner son pays d'origine**

# Un phénomène global

Après avoir été abandonnés dans la mer d'Andaman par des passeurs et avoir dérivé pendant trois mois avec de maigres réserves en nourriture et en eau, 561 migrants du Bangladesh et du Myanmar ont débarqué à la fin du mois d'août sur une plage d'Aceh (Indonésie). Secourus par des pêcheurs locaux, un grand nombre d'entre eux avaient à peine la force de gagner le rivage.

«La plupart d'entre eux, y compris les enfants, étaient très mal en point», comme l'explique Ahmad Yani, qui travaille pour la section d'Aceh Nord de la Croix-Rouge indonésienne, appelée ici Palang Merah Indonesia (PMI). «Leurs problèmes de santé allaient de la déshydratation au traumatisme psychologique.»

Après avoir aidé les migrants à gagner un lieu plus sûr, non loin de la plage, PMI a contribué à mettre sur pied un centre de soins, en collaboration avec une association locale de médecins, afin de fournir premiers secours et services de santé. Les volontaires de PMI ont aussi installé une cuisine de campagne ouverte à tous, servant trois repas par jour.

En une semaine, plus de 1800 migrants ont débarqué sur divers sites le long de la côte orientale de Sumatra et les autorités locales ont ouvert six abris pour les accueillir. PMI a aussi distribué des vêtements, des couvertures et des articles pour nourrissons, organisé des séances d'information sur la santé et l'hygiène et proposé des services de rétablissement des liens familiaux pour que les migrants puissent envoyer des messages à leur famille dans leur pays d'origine.

## Des itinéraires périlleux

Ces arrivées sur la côte orientale de Sumatra ne sont qu'un exemple des voies migratoires périlleuses empruntées, dans le monde entier, par les personnes qui souhaitent gagner un autre pays. En Asie du Sud-Est, de nombreuses personnes fuyant les conflits, l'oppression, la pauvreté ou les conséquences des catastrophes naturelles embarquent sur des navires pour l'Australie et l'Indonésie. Des bateaux transportant des centaines de migrants accostent ou sont fréquemment interceptés en mer dans les eaux de la Malaisie, du Myanmar, de l'Indonésie et de la Thaïlande. Les itinéraires terrestres peuvent être dangereux eux aussi : en mai de cette année, les autorités malaisiennes ont découvert plusieurs fosses communes aux environs de sites de campement qui auraient été utilisés par des passeurs du Myanmar.

Le golfe d'Aden, que traversent depuis longtemps les personnes qui cherchent à quitter la corne de l'Afrique, est l'une des voies migratoires maritimes les plus dangereuses. Aujourd'hui, le flux s'y est inversé, car les populations fuient le Yémen. Si les grands médias planétaires les évoquent plus rarement, les naufrages dans le golfe d'Aden sont néanmoins fréquents : c'est ainsi qu'en février 2015, près de 35 personnes ont disparu dans la traversée sur un petit navire de pêche. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, cette traversée est la deuxième zone maritime la plus meurtrière pour les migrants après la Méditerranée.

☺ Juin 2015 : dans le port de Bosasso, au Puntland (Somalie), cet homme aide une femme souffrante à débarquer d'un navire transportant des centaines de familles fuyant les violences au Yémen.

Photo : REUTERS/Abdiqani Hassan



☹ Contrainte de regagner la Somalie à cause de l'escalade du conflit au Yémen, Zeynab et ses enfants reçoivent l'aide du Croissant-Rouge de Somalie.

Photo : Mohamud Miraj/CICR

☹ Avant que le conflit n'éclate au Yémen, c'est par milliers que les migrants — comme ces hommes originaires d'Éthiopie — parcouraient à pied cette route déserte de Djibouti pour gagner le port d'Obock afin d'y embarquer pour le Yémen.

Photo : REUTERS/Goran Tomasevic



tablissement des liens familiaux (RLF), mais cherché à déterminer si les personnes en provenance du Yémen avaient d'autres problèmes de protection que le CICR aurait pu traiter ou transmettre aux organismes compétents», explique Ahmed Zaroug, coordonnateur des activités de protection, qui supervise le programme RLF en Somalie.

«Les enfants non accompagnés ont des besoins spéciaux, relève-t-il. Ils arrivent traumatisés par les faits tragiques qu'ils ont vus, tandis que d'autres sont malades et certains sont blessés.» ■

### Rita Nyaga et Miraj Mohamud

Rita Nyaga est assistante de l'unité de sécurité économique, basée à Nairobi, de la délégation du CICR en Somalie.

Miraj Mohamud est assistant à la communication pour la délégation du CICR en Somalie et contribue à la rédaction du blog du CICR dans le pays ([blogs.icrc.org/somalia](https://blogs.icrc.org/somalia)).





# «N'importe où, mais en sécurité»

Farah et ses parents ont fui le conflit en Irak; ils sont arrivés sur l'île de Kos (Grèce) au mois d'août. Chaque jour, ils se rendent au poste de police dans l'espoir que leur dossier de migration soit enfin enregistré.

Photo : Stephen Ryan/FICR

**S**UR L'ÎLE GRECQUE DE LESBOS, dans un camp de fortune à l'extérieur d'un «centre d'accueil» — le lieu où les migrants nouvellement arrivés doivent s'enregistrer auprès des autorités —, des centaines de familles attendent dans des abris sommaires, souvent pendant plusieurs jours.

Parmi eux, Daod, qui explique que l'unique motif qui l'a poussé, avec sa femme Layla, à quitter l'Afghanistan pour entamer ce périple était l'avenir de leurs deux enfants.

«Nous voulons trouver un lieu où ils pourront grandir en sécurité, ajoute-t-il. En Afghanistan, nous ne sommes en sécurité nulle part. Les coups à votre porte, ce sont peut-être des hommes en armes.»

La famille espère parvenir en Allemagne et y demander l'asile. «On m'a dit que c'était un bon endroit pour élever des enfants, dit-il, mais nous serons heureux n'importe où, à condition que règne la sécurité et que nous puissions rester ensemble.»

Daod et son épouse ne sont pas seuls à nourrir cet espoir. L'île de Lesbos accueille chaque jour entre 1500 et 2000 nouveaux arrivants. La Croix-Rouge hellénique

Les personnes qui s'aventurent en mer au péril de leur vie ou qui parcourent à pied des centaines de kilomètres pour gagner l'Europe sont animées, la plupart du temps, par le besoin de vivre en sécurité.

fournit une assistance aux personnes dans les centres d'accueil, mais les moyens manquent. Le nombre de personnes qui arrivent en Grèce continue à augmenter : plus de 54 000 personnes seraient entrées dans le pays au cours des seules trois premières semaines du mois d'août,

À l'intérieur de l'espace qui sert de logis temporaire à sa famille — une bâche en plastique d'un côté, un petit olivier de l'autre, et du carton pour tout plancher —, Mustafa décrit leur odyssee. «Nous sommes passés d'Afghanistan en Turquie en autobus. Nous sommes fatigués, mais nous devons attendre ici d'être enregistrés avant de pouvoir continuer notre route.»

Le voyage n'a pas été de tout repos. Mustafa redou-

tait la traversée nocturne. «Nous étions plus de 50 dans ce petit bateau. Nous savions que c'était dangereux, que des gens meurent, mais nous n'avions pas le choix : impossible de faire demi-tour.»

La Croix-Rouge hellénique distribue des articles de secours à 450 personnes deux fois par semaine dans le centre d'accueil. À l'extérieur du centre, cependant, des milliers de personnes supplémentaires sont aussi dans le besoin.

C'est la Grèce qui supporte aujourd'hui la part la plus lourde du fardeau de la migration en Europe. Depuis le début de l'année, elle a accueilli plus de 160 000 personnes, dont la grande majorité ont traversé la mer Égée pour gagner l'une des nombreuses îles proches de la côte turque.

L'île de Kos, l'une des plus proches des côtes turques, a aussi accueilli un grand nombre de personnes en route vers l'Europe. Chaque nuit, c'est par centaines que les candidats au voyage grimpent dans de petites embarcations gonflables, s'entassant par douzaines dans chacune d'elles, pour faire la traversée dans l'obscurité. Ils n'emportent que ce qu'ils peuvent porter, car il y a peu de place à bord. Le voyage est périlleux; bien des gens se sont noyés en cherchant à gagner Kos, dont de jeunes enfants.

Avec la multiplication des arrivées sur l'île au cours des derniers mois, la section de Kos de la Croix-Rouge hellénique a fait son possible pour fournir une assistance aux personnes dans le besoin, en utilisant des ressources levées localement avant l'arrivée des secours venus d'Athènes, achetés grâce aux moyens financiers dégagés par le Fonds d'urgence pour les secours lors de catastrophes de la FICR.

Le premier jour de distribution, 350 personnes environ ont reçu des vivres et des articles d'hygiène. Les personnes accompagnées de jeunes enfants ont aussi reçu des couvertures et des ensembles pour nourrissons comprenant des articles sanitaires. «Nous essayons de satisfaire leurs besoins immédiats, mais cela ne suffit pas. Il nous faut des secours supplémen-

**«Nous essayons de satisfaire leurs besoins immédiats, mais cela ne suffit pas. Il nous faut des secours supplémentaires de toute urgence.»**

**Irene Panagiopoulo**, présidente de la section locale de Kos de la Croix-Rouge hellénique



Daod et Layla, originaires de Kaboul (Afghanistan), ont emmené leurs deux enfants sur un bateau quittant la Turquie pour l'île de Lesbos, en Grèce, à la recherche d'un lieu où leur famille pourra vivre en sécurité.

Photo : Stephen Ryan/FICR

taires de toute urgence», explique Irene Panagiopoulo, présidente de la section locale.

Habib Jaami, qui vient d'Afghanistan, est parmi ceux qui attendent leur enregistrement à Kos. Il a fait la traversée depuis la Turquie avec sa femme et la famille de son cousin, qui compte cinq enfants. Les deux familles ont fui après avoir reçu des menaces de mort. «J'étais célèbre en Afghanistan comme présentateur de télévision, mais j'ai présenté des entretiens avec des personnes "mal choisies" et j'en paie le prix : j'ai dû fuir pour rester en vie», explique-t-il. ■

**Stephen Ryan**

Chargé de communication pour la FICR.



## Pourquoi émigrent-ils?

L'image ci-dessus, qui montre la destruction totale d'un quartier urbain naguère densément peuplé, illustre de manière patente pourquoi tant de personnes fuient leur foyer en quête de sécurité. Ce ne sont pas simplement les conflits qui entraînent la hausse rapide des migrations, mais aussi leur nature, car ils ont souvent menés en contradiction flagrante avec les dispositions élémentaires du droit international humanitaire (DIH).

C'est ainsi que, selon le DIH, les populations civiles ne doivent pas être prises pour cible et les combattants doivent prendre des mesures pour éviter les dommages aux biens de caractère civil ainsi qu'aux établissements sanitaires et aux systèmes d'eau et d'assainissement essentiels à la vie. Or, l'emploi aveugle de munitions explosives hautement létales dans des zones urbaines densément peuplées et à proximité de celles-ci fait des milliers de morts et anéantit toute perspective de voir ces zones à nouveau habitées, et ce pour de nombreuses années.

### La nature du conflit

«Je ne connais pas d'études fiables démontrant que les gens fuient à cause de violations précises du DIH, mais nous observons que la manière dont la guerre est conduite — avec des armes de grande puissance dans des zones densément peuplées — contribue sans aucun doute aux déplacements massifs que l'on observe aujourd'hui partout dans le monde», assure Pierre Gentile, chef de l'Unité protection de la population civile au CICR.

Le phénomène actuel de migration fait aussi ressortir les tensions que le conflit syrien impose aux pays limitrophes comme l'Irak, le Liban et la Turquie. Le nombre de réfugiés vivant au Liban — environ 1,1 million de personnes — représente environ un cinquième de la population du pays. Selon les Nations Unies, la Turquie accueille plus de 1,7 million de réfugiés syriens et la Jordanie plus de 650 000.

# Si près et pourtant si loin

Sur la côte méditerranéenne, près de la frontière franco-italienne, des personnes qui fuient le conflit, les persécutions et la pauvreté vivent dans une situation floue et précaire. Une section locale de la Croix-Rouge italienne fait face à la situation.

☺ Ces migrants bloqués à la frontière entre la France et l'Italie en juin 2015 demandent qu'une solution humanitaire et politique soit trouvée pour régler leur situation. Photo : Fiametta Cogliolo/Croix-Rouge italienne

À UNE TRENTAINE DE KILOMÈTRES de la frontière française, la ville italienne de Vintimille est nichée sur une bande étroite de terrain plat entre des falaises escarpées et les rives de la mer Méditerranée.

C'est ce paysage pittoresque qui attire des milliers de touristes ici et sur la Côte d'Azur, qui s'étend juste de l'autre côté de la frontière, pour y jouir du soleil, des plages et des parcs d'attraction ou pour faire une croisière sur l'un des nombreux bateaux de plaisance qui mouillent dans les ports et les criques de la région.

Au cours de l'année écoulée, pourtant, ce paradis des vacanciers a changé de visage. Tout au long de l'été, plus de 4500 personnes, originaires de contrées lointaines — Bangladesh, Érythrée, Éthiopie, Libye, Mali, Pakistan, Soudan, Syrie, entre autres — sont arrivées à Vintimille pour tenter d'entrer en France. Comme elles ont peu de perspectives de trouver un travail ou d'obtenir un permis de séjour en Italie, elles espèrent que la France se montrera plus hospitalière.

Pourtant, leurs chances sont maigres. Sans visa, sans autres biens que les vêtements qu'elles ont sur le dos, leur seul espoir est de franchir la frontière illégalement en se dissimulant dans un train, en suivant la voie ferrée pendant la nuit ou en s'aventurant sur les chemins escarpés et dangereux dans les montagnes, où pa-trouillent les gardes-frontières français.

Mohamed Omer, Soudanais de 25 ans, a réussi à passer la frontière et à gagner Nice, mais il s'est fait arrêter. Il vient d'être reconduit à la frontière italienne après quatre jours en prison.

«J'essaierai encore», assure Mohamed, arrivé d'Égypte il y a tout juste une semaine dans un petit bateau où s'entassaient 500 personnes. «J'essaierai encore et encore et encore, autant de fois qu'il le faudra.»

À l'instar de tant d'autres personnes ici, il n'a pas de destination précise. «Peu importe où, dit-il quand on lui pose la question, et peu importe quel travail. Tout ce que je pourrais faire pour vivre, pour me faire une situation et pour aider ma famille.»



## La montée de la tension

Cette zone frontalière a toujours été un point de passage vers la France pour les migrants, mais cet été la situation est devenue critique avec l'arrivée dans divers ports italiens de nombreux bateaux de grande taille, bourrés de migrants. Après avoir entendu dire que cette frontière était franchissable, ils ont été nombreux à sauter dans le premier train pour venir ici.

À la frontière, pourtant, ils se sont vu refouler par la police des frontières française. Très vite, des centaines de migrants se sont rassemblés sur les rives, à proximité du poste frontière, tandis que quelques centaines d'autres trouvaient un refuge provisoire dans la gare de Vintimille.

Des volontaires de la Croix-Rouge de Vintimille et de Ligurie, la région côtière, se sont joints à d'autres habitants qui amenaient des vivres, de l'eau et d'autres secours aux migrants à la gare et à ceux qui campaient près de la frontière. Les autorités locales ont ensuite prié la section de Vintimille de la Croix-Rouge italienne d'installer un abri dans un bâtiment vide à proximité de la gare.

À la fin du mois d'août, plus de 4300 migrants avaient séjourné dans les lieux — avec en moyenne plus de 50 nouvelles personnes par jour —, et la section de Vintimille de la Croix-Rouge italienne avait servi petit-déjeuner, déjeuner et dîner à près de 200 personnes par jour.

«Le problème principal maintenant, c'est l'arrivée de l'hiver : il n'y a pas de chauffage dans l'abri, explique Paola Amato, la présidente de la section. Il pleut beaucoup par ici et en hiver le temps est froid et venteux.»

## Une réaction locale et nationale

Pour la section, la tâche a été rude, mais avec l'aide des volontaires venus d'autres régions d'Italie, qui se succèdent ici par rotations de 12 jours, Paola Amato pense que la section pourra continuer à offrir, dans un proche avenir, des services essentiels : visite hebdomadaire d'un conseiller juridique, appels téléphoniques gratuits aux proches restés au pays et soins médicaux gratuits.

Chaque jour, personnel infirmier et médecins volontaires de diverses régions d'Italie voient des patients dans un dispensaire mobile de la Croix-Rouge, tandis qu'un volontaire arabophone sert d'interprète pour les nombreuses personnes de langue arabe dans le camp. «Au début, nous avons beaucoup de cas de gale», explique Tommaso Croese, médecin qui s'est porté volontaire dès la création de l'abri en juin. «À présent, ils sont rares. L'hypertension est un gros problème; nous voyons beaucoup de personnes avec des abcès, de la fièvre et de la toux, et quelques femmes enceintes.»

Cette action n'est qu'un exemple des efforts menés par la Croix-Rouge italienne pour aider les migrants dès l'instant où ils mettent le pied sur le sol italien, jusqu'aux camps ouverts dans des villes comme Rome ou Milan et dans d'autres cités qui accueillent des migrants en transit ou en quête d'un lieu où s'établir.

Dans des ports comme Messine, Palerme et Catane, par exemple, les volontaires de la Croix-Rouge sont présents quand les navires accostent pour fournir immédiatement des soins de santé, de la nourriture

et un hébergement ou des services de traduction. À Rome et à Milan, ils offrent des services de santé d'urgence dans les principales gares tandis qu'à Rome, la Société nationale a créé une «cité de tentes» à proximité pour offrir un abri, des vivres et des examens médicaux à des centaines de personnes dans le besoin. Elle offre aussi divers services aux migrants ou demandeurs d'asile désirant rester en Italie pour les aider à s'intégrer.

## En quête de solutions

À Vintimille, les pensionnaires du refuge sont reconnaissants pour l'assistance qu'ils reçoivent. Beaucoup d'entre eux ont survécu à des odyssees tragiques et sont arrivés sans autres possessions que les vêtements qu'ils portaient. Osman Ibrahim, Soudanais de 23 ans, est arrivé tout juste une semaine plus tôt à bord d'un navire venu d'Égypte et il se sent déboussolé. Reconnaisant à la Croix-Rouge de son aide, il est surtout désireux de voir son sort définitivement réglé.

«Ce n'est pas la première fois que je reçois l'aide de la Croix-Rouge», confie-t-il. Il a en effet reçu de l'aide dans un camp de réfugiés dans l'ouest du Tchad après avoir quitté le Soudan. «Je suis reconnaissant à la Croix-Rouge pour la nourriture et pour l'hébergement, mais ce n'est pas la solution à mon problème.»

Pour un grand nombre de ces migrants, quels que soient les rêves qu'ils nourrissent d'obtenir un droit de séjour et un travail en Europe, la solution exigera aussi que la communauté internationale attache davantage d'attention au règlement des conflits et des crises qui provoquent cet exode. Il s'agit aussi de trouver une issue à cette situation qui voit les migrants bloqués à l'une des frontières de l'Europe, sans pouvoir rentrer chez eux, ni rester sur place, ni poursuivre leur voyage.

«Ce n'est pas la semaine dernière que nous avons décidé de venir ici», s'exclame Amir, un jeune homme de 23 ans qui vient du Darfour, au Soudan. Il explique qu'il a travaillé trois ans en Libye, où il a été emprisonné en tant que migrant sans papiers, afin d'économiser assez d'argent pour pouvoir prendre un bateau pour l'Italie. «Nous avons travaillé longtemps et beaucoup souffert pour pouvoir partir. La guerre a tout détruit, nous n'avons pas d'endroit où revenir, et plus rien à perdre : donc, nous continuerons à tenter notre chance, aussi longtemps qu'il le faudra.» ■

### Malcolm Lucard

Rédacteur en chef de Croix-Rouge, Croissant-Rouge.



➤ Juillet 2015 : volontaires et employés de la Croix-Rouge accueillent plus de 570 migrants qui débarquent d'un navire des gardes-côtes italiens dans le port de Messine, en Sicile. Les volontaires leur offrent des vivres, de l'eau et proposent, entre autres services, des examens médicaux et un soutien psychologique.

Photo : Carlos Spottorno/Panos

**«La guerre a tout détruit, nous n'avons pas d'endroit où revenir, et plus rien à perdre : donc, nous continuerons à tenter notre chance, aussi longtemps qu'il le faudra.»**

Amir, 23 ans, originaire du Soudan

# La frontière des rêves brisés

Reconduits au Guatemala lorsque la police mexicaine les interpelle, les migrants guatémaltèques se retrouvent à la frontière sans autres biens que les habits qu'ils portent. La Croix-Rouge du Guatemala s'efforce de rendre leur retour moins douloureux.



**A**U POSTE DE CONTRÔLE des services d'immigration à El Carmen, petite ville paisible sur la frontière entre le Guatemala et le Mexique, un grand autocar touristique se range sur le bas-côté. À en juger par les maillots colorés ornés des emblèmes du Real Madrid et de Barcelone, on pourrait croire qu'il s'agit d'un car plein d'amateurs de football en route pour le stade.

Rien n'est plus loin de la vérité : les voyageurs ont la mine défaite, fatiguée, marquée par l'échec et la déception.

L'autocar a été loué par la police mexicaine pour ramener des migrants guatémaltèques dans leur pays d'origine. Ce jour-là, il ramène une quarantaine de personnes à El Carmen, où la Croix-Rouge du Guatemala dispose d'un centre d'accueil pour les migrants; Erik Adalberto García les reçoit et les informe des services qui leur sont offerts.

«Vous pouvez manger et boire quelque chose, vous reposer un peu, obtenir des informations sur la manière de rentrer chez vous, passer un appel téléphonique gratuit à votre famille et recevoir l'aide d'un psychologue», leur annonce-t-il en parcourant l'allée centrale de l'autocar et en leur distribuant un dépliant.

«Certains d'entre eux ne savent même pas où ils sont, confie-t-il un peu plus tard : nous devons leur expliquer où se trouve El Carmen et comment ils peuvent rentrer chez eux.»

Chaque jour, ils sont entre 30 et 40 à arriver ici, pour la plupart des hommes âgés de 18 à 40 ans, bien qu'il

y ait aussi souvent parmi eux des femmes et des enfants.

## Des frontières oubliées

Alors que l'attention des médias et des milieux politiques se porte surtout sur les événements à la frontière du Mexique et des États-Unis, on parle bien moins du sort des migrants échoués dans des lieux tels qu'El Carmen, à un millier de kilomètres plus au sud.

Wilmer, un électricien de 30 ans qui a déjà réussi une fois par le passé à entrer aux États-Unis, raconte : «Je voyageais depuis quatre jours quand j'ai été arrêté à Tabasco par la police mexicaine.»

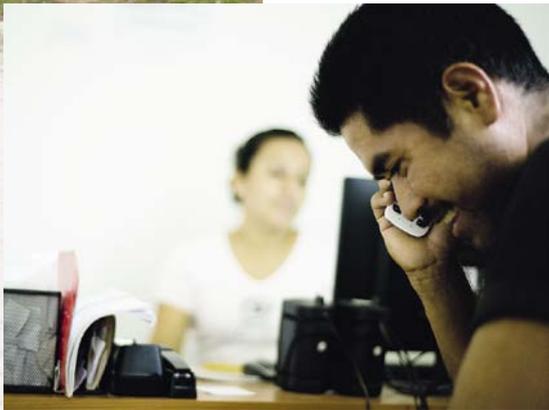
Au poste de la Croix-Rouge du Guatemala, Wilmer a reçu de l'eau, de la nourriture, des informations sur l'itinéraire à suivre pour rentrer chez lui en sécurité et il a pu appeler sa famille.

«J'ai pu parler avec ma mère, dit-il. Elle était très émue parce qu'elle se faisait beaucoup de souci pour moi ces derniers jours. Elle était en larmes, mais je lui ai dit que je serai là bientôt, aujourd'hui encore ou demain au plus tard.»

L'histoire de Wilmer est un exemple des nombreux récits douloureux que l'on entend dans le centre d'accueil des migrants, explique Carlily Aguilar, la psychologue du centre. «Quand la police mexicaine les arrête, ils passent plusieurs jours en prison avant d'arriver ici, au principal point d'arrivée pour les migrants refoulés.» Les problèmes les plus fréquents dans cette population sont les répercussions psychologiques des épreuves vécues ainsi que la malnutrition.

Des migrants guatémaltèques traversent le fleuve Suchiate, qui sépare le Guatemala du Mexique, pour poursuivre leur voyage vers les États-Unis; Erik Adalberto García, de la Croix-Rouge du Guatemala, accueille des migrants reconduits au Guatemala par la police mexicaine; un migrant rapatrié parle à sa famille grâce à un service de téléphone gratuit fourni par la Croix-Rouge du Guatemala.

Photos : Vladimir Rodas/FICR



Certains migrants ont aussi subi des agressions physiques, voire des violences sexuelles. Ils sont alors souvent terrorisés et ils ont honte de parler, surtout les hommes; Carlily Aguilar est là pour leur apporter une aide psychologique.

Les services disponibles à El Carmen ne sont qu'un volet du projet pour migrants de la Croix-Rouge du Guatemala, mis en œuvre en 2012 dans quatre districts du département de San Marcos, qui jouxte l'État du Chiapas au Mexique.

Le projet comprend aussi des services d'hygiène, tels que des douches, des soins médicaux dans des dispensaires situés aux points de passage très fréquentés par les migrants, des services d'ambulance en cas de besoin, un soutien psychosocial et d'autres programmes destinés à aider les migrants rapatriés à reprendre pied lorsqu'ils regagnent leurs villes d'origine.

### Une tragédie commune

Les migrants ont souvent, en outre, perdu beaucoup d'argent. «Le voyage est non seulement très dangereux, mais aussi très coûteux et ils sont fréquemment victimes de tromperies», explique Hector López, responsable du programme migration de la Croix-Rouge du Guatemala.

«S'ils entreprennent leur voyage seuls, ils doivent payer tous les billets d'autobus et de train pour gagner la capitale, puis pour parvenir jusqu'à la frontière des États-Unis. S'ils recourent à un passeur, ils doivent lui verser des centaines de dollars. On dit même que certains passeurs garantissent le passage aux États-Unis

pour 5000 dollars. Avec ce type de montant, la migration est devenu un secteur d'activité très lucratif.»

Les migrants sont aussi victimes de gangs criminels qui les dépouillent, quand ils ne les enlèvent pas pour exiger ensuite une rançon de la famille, laquelle a beaucoup de mal à payer, explique Erik Adalberto García.

Carlily Aguilar relate le récit que lui a fait une femme migrante : des membres d'un gang ont précipité un migrant hondurien hors d'un train à destination de Mexico après avoir exigé de lui une somme élevée pour continuer le voyage. L'homme est mort sous les roues du convoi. «Elle m'a raconté cette scène avec une expression d'horreur, explique Carlily Aguilar, et elle a ajouté que ce drame l'avait dissuadée de chercher à gagner les États-Unis.»

Carlily Aguilar est aussi la psychologue de la Casa del Migrante, un centre pour migrants dans la ville d'Ayutla, à 32 kilomètres au sud d'El Carmen. Le centre fait partie d'un projet de l'Église catholique sur la prise en charge pastorale de la mobilité, qui travaille en coordination avec le programme sur les migrations de la Croix-Rouge du Guatemala.

### Scènes de désespoir

Ayutla est séparée du Mexique par le fleuve Suchiate; la ville est un point de passage pour des commerçants de produits de tout type, et aussi, dans une moindre mesure, pour les candidats à l'émigration. Ils passent au Mexique en traversant le fleuve sur des embarcations faites de chambres à air et de planches de bois. Leurs propriétaires demandent 10 quetzals, soit 1,5 dollar des É.-U., pour la traversée.

La Casa del Migrante, qui a ouvert ses portes en 2011, se dresse à 300 mètres environ du fleuve. Comme à El Carmen, la plupart des personnes qui séjournent ici sont à peine revenues au Guatemala. «Les migrants peuvent rester ici jusqu'à trois jours pour récupérer avant de rentrer chez eux», explique Carlily Aguilar. Ils sont aussi nombreux à recevoir des soins médicaux dans le dispensaire de la Croix-Rouge du Guatemala à Ayutla, qui a ouvert en 2012.

Pour de nombreux visiteurs des centres d'Ayutla et d'El Carmen, ces petits gestes d'assistance sont un coup de pouce dans leur désespoir. Auri, un jeune homme de 22 ans, raconte en buvant un verre d'eau dans le centre de migrants d'El Carmen qu'il a été capturé alors qu'il se rendait en compagnie de son frère à Cancún, où ils ont des cousins qui ont émigré voici quelques années et qui se débrouillent bien. «Nous n'avons pas réussi et à présent nous avons perdu les 1200 pesos [200 dollars environ] que chacun de nous avait déboursé pour arriver à Cancún», dit-il dans un soupir. ■

### Manuel Ruiz Rico

Journaliste indépendant basé à Bruxelles (Belgique).

ÉTATS-UNIS

MEXIQUE

El Carmen

GUATEMALA

*«J'ai pu parler avec ma mère. Elle était très émue parce qu'elle se faisait beaucoup de souci pour moi ces derniers jours. Elle était en larmes, mais je lui ai dit que je serai là bientôt, aujourd'hui encore ou demain au plus tard.»*

**Wilmer**, électricien de 30 ans, renvoyé au Guatemala alors qu'il traversait le Mexique pour gagner les États-Unis

# Au péril des routes

Au cours des douze derniers mois, des images bouleversantes de migrants noyés en mer, franchissant des barrages de barbelés ou accostant après un naufrage ont suscité en Europe une prise de conscience brutale du phénomène migratoire en cours. Les photographies du corps du petit Aylan Kurdi échoué sur une plage de Turquie furent sans doute, pour de nombreuses personnes, les plus déchirantes. Or, bien d'autres drames, non moins tragiques, frappent les migrants qui se lancent dans des voyages périlleux à travers les océans, les déserts et des frontières sévèrement gardées ou des territoires où sévissent gangs et groupes armés rivaux. Cette série de photographies, prises en Afrique, dans les Amériques et en Asie, illustre quelques aspects du phénomène migratoire moins présents dans les médias que la crise en Méditerranée.

🕒 Un migrant court pour attraper un train à Chacamax, dans l'État du Chiapas (Mexique), en juin 2015. C'est par centaines que les migrants d'Amérique centrale traversent le Mexique pour gagner les États-Unis, affrontant en chemin bien des dangers et des épreuves. Photo : AFP/Alfredo Estrella





🕒 El Hadji Khoury Diop, président de l'Association des clandestins rapatriés et familles affectées de Thiaroye-sur-Mer, contemple l'océan depuis une plage de cette commune proche de Dakar (Sénégal). De nombreuses personnes empruntent des embarcations comme celles-ci pour se lancer dans un dangereux périple sur l'océan afin de gagner l'Europe. El Hadji Khoury Diop a perdu huit membres de sa famille qui ont cherché à gagner l'Espagne de cette manière.

Photo : Moustapha Diallo/FICR

🕒 Des migrants africains rescapés jouent au football avec des volontaires du Croissant-Rouge tunisien devant un ancien élevage de volaille transformé en dortoir. Les volontaires offrent de nombreux services aux rescapés de naufrages, mais ils se chargent aussi d'enterrer les dépouilles des migrants noyés en Méditerranée. Photo : Tatu Blomqvist/Croix-Rouge finlandaise



🕒 Dans les communautés d'accueil, les migrants sont souvent confrontés à l'hostilité, à la peur, à l'animosité et à la xénophobie. Cet homme armé d'un bâton manifeste contre les immigrés dans le quartier de Jeppestown, à Johannesburg (Afrique du Sud), en avril 2015. Photo : AFP/Marco Longari



🕒 Dans de nombreuses régions du monde, les navires chargés de migrants parcourent souvent des distances bien plus grandes que ceux qui traversent la Méditerranée. Ce bateau plein de migrants du Bangladesh et du Myanmar a dérivé plus de trente jours dans le golfe du Bengale avant d'être enfin secouru au large de l'Indonésie au mois de mai. Photo : AFP/Marco Longari



# Entre les mailles du filet

Même pour ceux qui réussissent à gagner un pays doté d'une économie florissante, l'odyssée n'est pas achevée. En Norvège, les migrants ont du mal à survivre dans les coulisses d'une société riche munie d'un excellent système de protection sociale.

**D**ANS LE FOYER POUR MIGRANTS de 50 places administré par la Croix-Rouge de Norvège à Oslo, Fernando, un homme de grande taille, d'âge moyen, originaire de Guinée-Bissau, en Afrique de l'Ouest, s'installe pour la nuit. Il vient d'arriver d'Espagne, où il travaillait dans le bâtiment, tandis que sa femme, qui est médecin, travaillait dans un hôpital local.

Avec l'arrivée de la crise financière mondiale en 2008, sa femme a perdu son emploi tandis que les entreprises de construction ont cessé de recruter. Cette année, il a finalement décidé de quitter l'Espagne pour la Norvège.

«Il n'y a pas de travail en Espagne» explique-t-il, passant de l'espagnol au portugais ou au français. «Je cherche un emploi, mais j'ai entendu dire que c'était très difficile ici. Et je ne parle pas un mot de norvégien.»

Fernando — qui ne veut pas donner son nom de famille — fait partie d'un groupe croissant parmi les migrants en Norvège : les personnes qui ont vécu en Grèce, en Italie, au Portugal ou en Espagne, mais qui, confrontées à une existence de plus en plus difficile dans ces pays, ont choisi d'émigrer à nouveau.

Une fois en Norvège, ils sont nombreux à s'apercevoir que leurs perspectives ici ne sont guère meilleures. Sans connaître la langue, sans domicile officiel et sans le numéro d'identification officiel qui va avec la résidence, trouver un travail relève de l'exploit.

Parmi les pensionnaires du foyer, on trouve aussi des personnes qui ont fui les conflits ou les persécutions et qui pourraient demander l'asile. Un grand nombre d'autres personnes ont un domicile légal dans l'un des 26 pays européens parties à la Convention de Schengen, ce qui leur donne le droit d'entrer en Norvège et

**«Le système norvégien de protection sociale est excellent (...).**

**En revanche, si vous n'êtes pas intégré au système — parce que vous êtes un immigré sans papiers —, la situation est tout autre.»**

**Ulf Rikter-Svendsen,**  
qui dirige les programmes  
d'insertion sociale de la Croix-  
Rouge de Norvège

d'y séjourner; pour autant, leur accès aux services publics et au marché de l'emploi est restreint.

## Des univers parallèles

Tel est le paradoxe pour bon nombre de ceux qui gagnent la Norvège, un pays connu pour son attitude généreuse en matière humanitaire et de droits de l'homme comme pour la protection sociale de ses citoyens.

«Le système norvégien de protection sociale est excellent» assure Ulf Rikter-Svendsen, qui dirige les programmes d'insertion sociale de la Croix-Rouge de Norvège. «Si vous êtes malade ou sans emploi, vous avez droit à l'ensemble des services et des prestations fournis par la municipalité. En revanche, si vous n'êtes pas intégré au système — parce que vous êtes un immigré sans papiers —, la situation est tout autre.»

Comme l'économie norvégienne est très réglementée, la moindre démarche — recevoir des soins de santé de base, une ordonnance, louer un appartement, ouvrir un compte en banque, passer le permis de conduire et même s'inscrire dans un club de gymnastique — exige un numéro d'identité national valable.

Certes, l'économie du pays, alimentée par les revenus provenant de l'exploitation des réserves nationales de pétrole, offre aux Norvégiens un niveau de vie enviable; cependant, elle entraîne aussi des prix élevés pour les produits de base.

C'est ainsi que de nombreux migrants se trouvent confinés dans un univers parallèle : ils dorment dans la rue ou dans les tramways, les trains, les autobus ou les ferries ou passent la nuit dans des centres d'accueil nocturne durant leur quête d'un emploi ou d'un logement.





Depuis dix ans, confrontée à une augmentation de l'immigration, la Croix-Rouge de Norvège ne cesse de renforcer ses services aux personnes vulnérables qui passent entre les mailles du filet de protection sociale d'une société par ailleurs prospère.

La Société nationale a ouvert deux centres d'accueil nocturne à Oslo — l'un pour les hommes, l'autre, doté de 50 lits, réservé aux femmes — en coopération avec une organisation caritative locale bien connue, la Church City Mission. Elle offre aussi un large éventail de programmes pour aider les migrants et les réfugiés. Elle a ainsi, en 2009, ouvert un dispensaire réservé aux migrants et aux demandeurs d'asile.

Ce dispensaire est aujourd'hui devenu un centre de santé pluridisciplinaire, administré grâce à 150 volontaires, parmi lesquels des médecins, des infirmiers, des spécialistes, des psychologues, des kinésithérapeutes, des biologistes médicaux, des assistants sociaux, des interprètes et des personnes qui accueillent les patients en salle d'attente.

Le système de santé norvégien offre des services médicaux aux enfants immigrés sans papiers ainsi qu'aux adultes lorsqu'ils souffrent de maux urgents considérés comme graves. L'un des problèmes, cependant, est que les migrants ne savent pas toujours, lorsqu'ils se rendent à l'hôpital, si leur maladie sera considérée comme un cas grave, ni, à défaut, quel pourrait être le montant qui leur sera facturé.

Qui plus est, de nombreux migrants sans papiers redoutent de se rendre à l'hôpital par crainte d'être repérés. «Partout où nous allons, on nous dit "tu es en situation illégale, tu es un clandestin", raconte Yeshi, une femme éthiopienne qui vit en Norvège depuis huit ans et qui a contesté le rejet de sa demande d'asile. «Je

✎ Quand les nuits sont froides, le nombre de personnes qui attendent à l'extérieur du centre d'accueil nocturne de la Croix-Rouge de Norvège dépasse parfois le nombre de lits disponibles. Sur cette image, une volontaire s'entretient avec une femme dans la file d'attente.

Photo : Benjamin A. Ward/Croix-Rouge de Norvège

n'ai pas de logement et je dois mendier pour manger, mendier pour dormir. Voilà les difficultés auxquelles nous nous heurtons.»

En raison des épreuves que rencontrent de nombreux migrants et demandeurs d'asile, le centre de santé de la Croix-Rouge s'efforce d'offrir aux réfugiés un cadre accueillant. Il garantit aux patients la plus stricte confidentialité. «Chaque fois que je viens ici, je me sens rassérénée et j'ai reçu une aide précieuse», affirme Yeshi, qui est elle-même devenue volontaire et qui prépare le dîner pour le personnel de santé tous les mardi soirs.

### S'intégrer au système

Merethe Taksdal est une infirmière qui a participé à la fondation du centre, où elle travaille en tant que volontaire au moins une fois par mois. Pour elle, il est important d'aider des gens comme Yeshi à se sentir à l'aise. «Le problème est que les gens attendent d'avoir des problèmes graves pour demander de l'aide, alors qu'agir plus tôt serait bien plus efficace», explique-t-elle.

Un grand nombre des problèmes qu'elle constate parmi ses patients sont liés au stress. «Ils souffrent d'insomnie. Ils sont préoccupés. Pour ces jeunes garçons afghans et irakiens, par exemple, ils sont l'objet de telles attentes, ils avaient eux-mêmes de si grands espoirs — ils s'imaginaient arriver ici, apprendre quelque chose, acquérir des compétences, devenir une ressource pour leur famille... et ils se retrouvent dans cette situation d'incertitude totale.»

Un grand nombre d'entre eux fréquentent le dispensaire parce qu'ils travaillent dans des entreprises non réglementées, avec des horaires excessifs, en utilisant

des produits chimiques toxiques sans protection adaptée ou en soulevant de lourdes charges, alors que leur sommeil et leur alimentation sont insuffisants.

«Certains problèmes de santé sont liés à leurs conditions de vie instables et difficiles», explique Linnea Nasholm, assistante sociale qui coordonne les services de santé mentale dans le centre. «Il y a des gens qui ont des problèmes dermatologiques parce qu'ils partagent un appartement avec 15 autres personnes et ne peuvent avoir une hygiène satisfaisante.»

## Perdre l'espoir

James, un demandeur d'asile discret qui approche de la trentaine, s'est présenté au dispensaire pour la première fois en 2009, se plaignant de maux de dos, apparu alors qu'il travaillait dans une usine de conditionnement de poisson dans le nord de la Norvège. Après avoir fui Jonglei, qui à l'époque faisait partie du Soudan, pour le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, en 2005, il a gagné la Norvège car on lui avait dit qu'il aurait davantage de chances d'y obtenir un statut officiel de réfugié.

«Le contraste était énorme, raconte-t-il. Il faisait si froid et il ne faisait jour qu'une ou deux heures par jour — en Afrique, nous avions toujours 12 heures de clarté et 12 heures de nuit.»

C'est alors que ses problèmes de dos sont apparus. «Je ne savais pas m'y prendre correctement pour soulever des charges, et j'ai beaucoup souffert de lombalgies», dit James, qui a ensuite gagné Oslo pour y trouver un autre travail. «Puis j'ai entendu parler de ce dispensaire et j'ai reçu de l'aide. Le problème n'est pas réglé, mais ça va mieux.»

Comme bien d'autres demandeurs d'asile dans le pays, James fréquente maintenant le dispensaire pour y recevoir une assistance d'une autre nature : il souffre d'une dépression causée par l'incertitude qui pèse sur son avenir. James a fait appel d'un deuxième rejet de sa demande d'asile, mais l'une des difficultés est qu'il ne dispose d'aucune pièce d'identité ni autre document prouvant qu'il vient du Soudan du Sud, pays indépendant depuis 2011. «Maintenant, j'aimerais rentrer chez moi, mais c'est impossible parce que je n'ai pas les documents nécessaires pour les autorités sud-soudanaises.»

En Norvège, il est dans l'impossibilité d'ouvrir un compte en banque, de suivre des cours, de trouver un emploi ou de louer un appartement. «Je vis au jour le jour, car je ne peux rien planifier et j'ignore où je serai demain», explique James, qui vit chez des amis ou dort dans la rue et travaille bénévolement dans une église locale pour s'occuper. «Je perds l'espoir», dit-il.

Ce type de dépression est courant chez les réfugiés, explique Linnea Nasholm. «Cette réaction est parfaitement normale : ils sont préoccupés et ont souvent le sentiment d'être un fardeau pour leurs parents et leurs amis. Ils dépendent constamment d'autrui et ne cessent de passer d'un lieu à un autre.»

«Nous avons donc beaucoup d'entretiens avec eux pour les soutenir», dit Linnea Nasholm, qui ajoute que lorsque les symptômes sont plus graves, les personnes sont orientées vers des psychologues du système de



Photo : Benjamin A. Ward/Croix-Rouge de Norvège



Photo : Thea Rabe/Croix-Rouge de Norvège



Photo : Thea Rabe/Croix-Rouge de Norvège



Photo : Thea Rabe/Croix-Rouge de Norvège

santé publique. Toutefois, le système d'assistance psychologique et psychiatrique n'accepte que très peu de patients, soit en raison du statut juridique des personnes, soit parce qu'ils vivent dans des situations trop instables pour qu'une thérapie puisse être efficace.

## Une intégration ardue

Même pour ceux qui se voient accorder un droit de résidence en tant que réfugiés, l'intégration en Norvège n'est pas toujours facile. Les réfugiés qui bénéficient de l'asile doivent vivre dans des communes déterminées dans diverses régions de Norvège. Avant cela, ils attendent, en général entre 9 et 12 mois, dans des établissements d'accueil temporaires dits centres de réception.

La Croix-Rouge de Norvège propose des services et des activités dans un grand nombre des centres de réception et s'efforce de toucher les réfugiés de diverses manières une fois qu'ils sont installés dans leur nouvelle communauté. Des cours de langue sont ainsi offerts dans la plupart des sections de la Croix-Rouge, tandis que des «guides» volontaires accompagnent individuellement les réfugiés lors de séances hebdomadaires pendant lesquelles ils peuvent discuter, parler norvégien et s'enquérir des institutions, de la culture et de la vie quotidienne dans le pays.

Kaysa Amundsen est une volontaire et guide pour réfugiés à Bergen, dans l'ouest du pays. Elle explique que volontaires et réfugiés nouent souvent des liens d'amitié durables. À Bergen, un groupe de réfugiés et de guides organise même des excursions. «Chaque année, pendant un week-end, nous escaladons le Galdhøpiggen, le plus haut sommet de Norvège. L'excursion est gratuite, mais les migrants doivent participer aux séances d'entraînement.»

Pourquoi une excursion en montagne ? «C'est une manière agréable et naturelle de faire connaissance», répond Kaysa Amundsen. «Et les Norvégiens, de manière générale, aiment marcher en montagne, donc c'est aussi une manière de favoriser l'intégration. Nous leur disons en plaisantant : "Quand vous postulez pour un emploi, vous pouvez faire valoir vos diplômes, mais si vous dites que vous êtes monté au sommet du Galdhøpiggen, vous aurez plus de chances d'être embauchés.»

La Société nationale offre aussi des services spécialement destinés aux femmes, qui se heurtent à des difficultés particulières. Parmi eux, le «Stella Café», centre de ressources pour les femmes en quête d'un emploi. Quelque 170 volontaires y proposent chaque semaine environ 90 heures d'activités, qui vont du yoga et des cours d'anglais à des séances de conseil individualisées. Le Stella Café — qui dispose d'un vrai bar à café — réunit tous les jours une quarantaine de femmes venant d'Irak, de Pologne, de Russie, de Somalie et d'Ukraine, entre autres.

Ces femmes exerçaient souvent des professions très qualifiées dans leur pays d'origine. Ici, à Oslo, elles repartent de zéro. Bon nombre d'entre elles, explique Marianne Bockelie, la coordonnatrice du café, ont perdu toute confiance en elles dans cette transition vers une culture et une économie nouvelles. L'un

De nombreux volontaires de la Croix-Rouge de Norvège font office de «guides» pour aider les réfugiés à s'intégrer dans une culture nouvelle et des familles hébergent parfois des réfugiés mineurs non accompagnés. Linnea Nasholm, assistante sociale, parle avec une demandeuse d'asile dans un centre de santé pour migrants mis sur pied par la Croix-Rouge de Norvège. Merethe Taksdal, infirmière, travaille en tant que volontaire dans le centre de santé pour migrants. James a fui les combats au Soudan du Sud en 2006, mais la demande d'asile déposée par le jeune homme en Norvège a été rejetée.

des objectifs de l'initiative est justement de rendre à ces femmes leur estime de soi. Comme le dit la coordonnatrice : «Sur le marché du travail d'aujourd'hui, personne ne croira en vous si vous n'êtes pas vous-même convaincue de votre valeur.»

Les réfugiés ont de gros obstacles à surmonter pour s'intégrer à la vie en Norvège. La politique du pays en matière de migration est un sujet controversé, mais les Norvégiens ont fait preuve d'une grande solidarité avec leurs nouveaux voisins. Un sondage paru au début du mois d'août dans la presse révélait par exemple que 57 % des Norvégiens ont une opinion favorable des migrants et des réfugiés. Il faut peut-être voir là un reflet de l'attitude générale des Norvégiens, connus pour leur esprit aventurier, et souvent très curieux à l'égard des nouveaux arrivants issus d'autres cultures.

L'un des problèmes, cependant, est qu'en Norvège, les coûts des services sociaux locaux sont à la charge des municipalités. Les responsables et les habitants sont donc souvent préoccupés par la perspective d'accueillir davantage de réfugiés. En plus d'aider les réfugiés à s'intégrer dans cet environnement, l'un des objectifs de la Société nationale consiste à encourager une attitude accueillante par des campagnes de sensibilisation et d'information sur la politique nationale de migration et d'asile.

## Un sourire accueillant

Cette attitude accueillante fait partie intégrante de la réaction humanitaire à la migration et elle anime effectivement un grand nombre des volontaires actifs dans le domaine des services pour les migrants et les réfugiés.

De retour dans le centre d'accueil nocturne, une volontaire, interrogée sur ce qu'elle considère comme sa contribution la plus importante aux migrants, répond par un large sourire. «Vous voyez ce sourire ? C'est contagieux, dit-elle en souriant de plus belle. Je leur souris et ils me sourient. C'est très important. Nous leur insufflons une énergie positive. Chacune de leurs journées est tellement tissée d'épreuves que le fait de recevoir quelque chose de positif est pour eux d'une immense importance.»

Un autre volontaire dans l'abri, Thomas Moxnes-Anderson, répond à une autre question. Quel est l'aspect le plus difficile de son travail ici ? «C'est lorsque nous manquons de place pour accueillir toutes les personnes qui ont besoin d'un lit. Dans notre ancien abri, nous avions 100 lits et un soir où nous avions 180 personnes devant la porte, nous avons dû refuser 80 personnes. C'était en mars 2014 et il faisait un froid glacial. Ce fut notre pire soirée.»

Anne Anderson, coordonnatrice du centre, répond à la question portant sur l'aspect le plus satisfaisant de son travail. «Lorsque nous avons assez de place pour offrir un lit à chacun, c'est toujours réconfortant.»

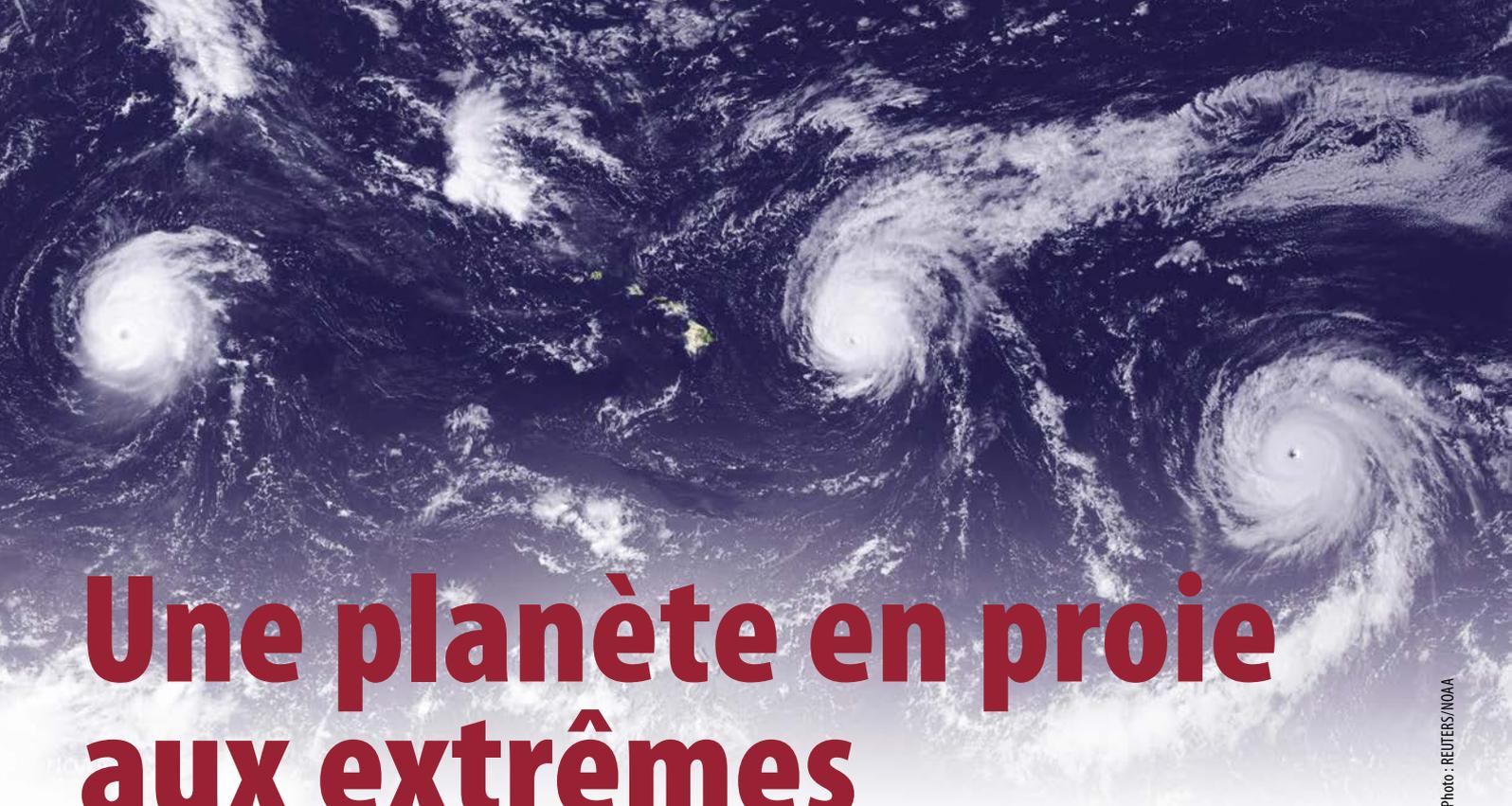
Avec l'augmentation des besoins et le nombre limité de places, cela se produit-il souvent ? «Pas très souvent», reconnaît-elle. ■

**«Je vis au jour le jour, car je ne peux rien planifier et j'ignore où je serai demain. Je perds l'espoir.»**

James, demandeur d'asile du Soudan du Sud.

**Malcolm Lucard**

Rédacteur en chef de *Croix-Rouge, Croissant-Rouge*.



# Une planète en proie aux extrêmes

Photo : REUTERS/NOAA

**A**vec le réchauffement de la planète dû aux changements climatiques, les phénomènes météorologiques évoluent et, dans bien des cas, gagnent en violence. Les vagues de chaleur se font plus torrides, les épisodes de sécheresse s'accroissent et se prolongent, les pluies de mousson s'amplifient et les tempêtes gagnent en fréquence comme en violence, tandis que la montée des mers aggravera l'impact des marées de tempête sur les communautés côtières. Cependant, des solutions existent. Des objectifs ambitieux de réduction des émissions des gaz à effet de serre pourraient empêcher la poursuite

du réchauffement, tandis que des investissements destinés à renforcer la résilience locale et à réduire les risques des catastrophes peuvent contribuer à limiter les dégâts et les coûts humains.

L'adoption du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, en mars, ainsi que les initiatives comme la «Coalition d'un milliard» lancée par la FICR pour renforcer la résilience communautaire, contribuent à faire de la préparation aux catastrophes causées par les changements climatiques une composante clé tant des Objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies que de la

conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques («COP 21»), au mois de décembre à Paris. Ces activités globales doivent toutefois être associées aux politiques nationales et à des solutions concrètes répondant aux besoins locaux. Le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge est à l'œuvre depuis longtemps, à l'échelle mondiale comme sur le plan local, en combinant les techniques et les méthodes modernes avec des pratiques traditionnelles plus anciennes afin de réduire les risques dans les communautés les plus touchées par les changements climatiques.

Photo : Croix-Rouge philippine

# Des plantes protectrices

À l'instar de bien d'autres pays d'Asie du Sud-Est, le Viet Nam est sujet aux marées de tempête, aux inondations et aux sécheresses qui menacent toujours plus les rives verdoyantes du pays et ses immenses deltas. Avec ses quelque 3260 kilomètres de côtes et les six à huit typhons qu'il subit chaque année, le pays est classé parmi les nations les plus touchées en termes de victimes humaines et de pertes économiques.

Si le niveau des mers s'élevait de 65 à 100 centimètres d'ici à 2100, comme le prédit le Groupe intergouvernemental d'experts sur les changements climatiques, les conséquences sur la population vivant dans les zones côtières — quelque 6 millions de personnes — pourraient être très graves.

Parallèlement, la croissance démographique et économique rapide, accompagnée par l'expansion et l'intensification de l'agriculture, la conversion des zones humides et l'urbanisation, ont exacerbé la vulnérabilité des régions côtières.

Ainsi, la multiplication des élevages de crevettes et d'autres projets de développement industriel et urbain ont fortement réduit la surface des mangroves, qui offrent des nutriments à la faune aquatique dont dépendent de nombreux habitants pour leur alimentation comme pour leur revenu. Les mangroves protègent aussi les communautés contre les marées de tempête et contre l'érosion en retenant le sol dans les périodes de fortes précipitations, ce qui stabilise les lignes côtières.

C'est pourquoi la reconstitution des mangroves est une priorité pour les acteurs publics et non gouvernementaux de la région, dont la Croix-Rouge du Viet Nam, qui joue un rôle de premier plan dans cette action.



Photo : Jenelle Ell/Croix-Rouge américaine

👉 Dans toute la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, les Sociétés nationales aident à reconstituer les défenses naturelles contre les tempêtes en plantant des palétuviers et d'autres végétaux qui protègent les côtes de l'érosion et des marées de tempête. Ci-dessus, une volontaire de la Croix-Rouge indonésienne dans une pépinière de palétuviers. Ci-dessous, les pousses sont plantées par la Croix-Rouge philippine. Les jeunes arbres de cette plage ont été plantés par la Croix-Rouge de Kiribati. Au Viet Nam, la reconstitution des mangroves, entreprise depuis longtemps, porte aujourd'hui ses fruits sous forme de récoltes abondantes de crustacés.

Un récent rapport d'évaluation a conclu que ces efforts avaient eu des effets importants pour réduire les risques de catastrophe et pour améliorer les moyens d'existence de la population locale. La reconstitution des mangroves aurait, selon le rapport, permis de protéger indirectement près de 2 millions de personnes. En comparant les dégâts causés par des typhons similaires avant et après l'intervention, l'évaluation a conclu que les dommages aux digues ont été réduits d'un montant allant de 80 000 à 295 000 dollars des É.-U. Cette somme est

inférieure au coût des plantations d'arbres, mais les économies totales réalisées globalement en réduisant les risques pour les communautés atteignent environ 15 millions de dollars.

Dans le même temps, le rendement par hectare des produits de l'aquaculture comme les crustacés a bondi de 209 à 789 % selon les espèces. Les bénéfices économiques directs des activités telles que celles-ci atteindraient entre 344 000 et 6,7 millions de dollars dans les communautés choisies pour l'évaluation. ■



Photo : Kate Marshall/FICR



Photo : Benoit Marsha-Carpentier/FICR



Photo : Daniel Cima/FICR

# Des espèces, des semences et de la formation

La Namibie, qui est déjà le pays au climat le plus sec en Afrique sub-saharienne, connaît des épisodes de sécheresse de plus en plus accablants. Dans le nord du pays, où les communautés tribales dépendent des récoltes ou du bétail, la Croix-Rouge de Namibie aide la population à se préparer en fournissant une formation ainsi que des dons en espèces pour permettre aux habitants de se relever après la sécheresse.

Dans un pays où près de 70 % de la population travaille dans l'agriculture, la sécheresse touche des centaines de milliers de personnes. Les récoltes sont réduites, les pâtures se raréfient et les puits s'assèchent, ce qui oblige les paysans à parcourir des distances plus longues pour trouver des terres où leurs animaux peuvent s'alimenter. Les familles sont aussi contraintes de boire de l'eau insalubre.

En coopération avec la Croix-Rouge de Namibie, la FICR est intervenue dans quatre des régions les plus gravement touchées dans le nord du pays. Il s'agissait dans l'immédiat de faire parvenir aux personnes touchées de la nourriture, de l'eau potable et du matériel



Photo: Hanna Butler/FICR

d'assainissement : citernes à eau, jerrycans et tablettes de purification d'eau. Des points d'eau, des puits notamment, ont aussi été remis en état.

Cependant, comme ce pays d'Afrique australe est régulièrement frappé par des catastrophes naturelles, répondre aux crises ne suffit pas. Les activités de la Croix-Rouge



Photo: Croix-Rouge philippine

centralité des îles Camotes réputée pour ses pratiques avancées de préparation aux catastrophes.

San Francisco est un paradis touristique, mais elle a surtout fait parler d'elle dernièrement car elle figure parmi les très rares sites de la région à n'avoir déploré aucun décès après le passage de Haiyan en novembre 2013. Les îles Camotes sont aussi connues pour leur bonne gestion de l'eau.

«La visite des Camotes donne aux dirigeants et aux aînés des idées nouvelles pour mieux gérer l'eau», explique Febbie Ann Motin, volontaire de la Société nationale et membre de la communauté de Cabugao, dans les Calamian, où la Croix-Rouge propose aussi des séances sur la manière de préserver la pureté de l'eau pour l'usage quotidien. «Il n'y a pas assez d'eau actuellement pour la lessive et la toilette.»

Ces connaissances pourraient être cruciales cette année, car, selon les météorologistes, le phénomène El Niño risque de réduire encore les précipitations à Palawan.

Catalina Jaime, déléguée réduction des risques de catastrophe de la Croix-Rouge suisse, qui soutient ce programme, assure que San Francisco est devenu un modèle en matière de préparation aux catastrophes, entre autres par son utilisation d'un système traditionnel de gestion des affaires locales et

## L'intérêt du *purok*

Dans le cadre de l'opération de relèvement après le passage du typhon Haiyan, la Croix-Rouge philippine encourage activement la réduction des risques liés aux catastrophes dans certaines des communautés isolées des îles Calamian, dans le nord de Palawan, la province la plus occidentale.

Parmi elles, les Tagbanwa, nombreux à vivre dans des villages isolés, à deux heures

de bateau, voire davantage, de Busuanga, l'île principale.

Ces îlots rocheux doivent importer leur eau du continent. Pour les aider à mieux gérer cette ressource et se préparer aux fréquentes tempêtes tropicales, la Croix-Rouge philippine finance des «visites d'apprentissage» des responsables de la communauté des îles Calamian à San Francisco, muni-

# Une région à sec

en Namibie sont donc axées en grande partie sur le soutien aux communautés pour leur permettre de prendre en main leur propre avenir. «L'impact des changements climatiques est très réel et les communautés doivent constamment s'adapter à l'évolution de l'environnement», affirme Kenny Hamilton, un délégué de la Croix-Rouge britannique qui collabore avec la FICR.

Une formation est dispensée aux communautés pastorales afin de les aider à gérer leur bétail de manière plus durable, tandis que des semences et des outils sont distribués aux agriculteurs, qui reçoivent aussi des informations sur des pratiques agricoles plus durables.

Les ménages dans les communautés tribales reçoivent aussi des dons pour leur permettre d'acheter des animaux reproducteurs ou des semences, selon les tribus. Les dons en espèces permettent aux habitants de ne pas être contraints de vendre ou d'abattre leur bétail pour se nourrir : ils peuvent utiliser l'argent comme ils le souhaitent, ce qui contribue à soutenir les entreprises et l'économie locales. ■

d'encouragement de l'autosuffisance. Dans ce système, les membres du groupe communautaire — ou *purok* — sont en première ligne pour informer et prévenir les habitants. Ceux-ci sont préparés aux tempêtes à venir et encouragés à participer à des programmes de réduction des risques et de lutte contre les maladies.

Selon les participants, les visites ont été très utiles : ils ont pu observer les relations entre les municipalités et leurs *barangays* (districts) respectifs et la manière dont les communautés s'organisent, à l'échelon des ménages, pour faire face aux catastrophes. «Dans le *barangay* d'Abaroan, par exemple, les inondations sont le risque numéro un; chaque famille est donc mobilisée pour réduire les risques et les conséquences des inondations», explique Lucy Joy Nery, volontaire de la Croix-Rouge philippine et dirigeante communautaire jeunesse à Maglalambay, dans les Calamian. «La communauté a aussi conçu un système d'alerte avancée grâce auquel le responsable du *barangay* connaît les capacités des membres de la communauté de se préparer aux événements.»

Les dirigeants des Calamian recevront, après ces visites, un soutien de la Croix-Rouge pour répliquer les mesures mises en place à San Francisco. ■

Le Moyen-Orient est probablement le lieu de notre planète où le lien entre les conflits et l'eau est le plus apparent. Avant même les conflits des décennies récentes, les ressources en eau étaient déjà surexploitées dans de nombreux pays de la région.

Comme l'explique Guillaume Pierrehumbert, coordonnateur eau et habitat au CICR, qui a travaillé dans plusieurs pays de la région, «cette région dépend fortement de l'agriculture et de la production vivrière, qui exige beaucoup d'eau».

Le cas de la Jordanie est parlant : avant le conflit en Syrie et en Irak, et l'afflux de réfugiés, l'utilisation de l'eau dans le pays dépassait déjà le seuil de la durabilité. Dans de nombreuses parties du pays, les collectivités locales étaient confrontées à la baisse des nappes phréatiques, à la hausse des coûts de pompage et à la salinisation des nappes souterraines.

Parallèlement, les infrastructures vieillissantes ne parvenaient plus à répondre à la demande, selon un rapport récent du CICR sur l'approvisionnement en eau au Moyen-Orient intitulé *Bled Dry: How war in the Middle East is bringing the region's water supplies to breaking point*. Le nord de la Jordanie présentait le taux le plus élevé de pertes en eau, ainsi que des problèmes de qualité de l'eau et de régularité de l'approvisionnement.

Or, la Jordanie a accueilli un nombre sans précédent de réfugiés fuyant la Syrie, venus

s'ajouter aux vagues de réfugiés causées par les conflits en Irak et dans le Territoire palestinien occupé. Quelque 80 % des réfugiés syriens résident dans des communautés d'accueil, tandis que 20 % séjournent dans des camps.

## «Trouver» de l'eau grâce à la conservation

«Une grande partie de la région dépend d'une infrastructure obsolète qui exige un entretien très lourd», explique Michael Talhami, conseiller régional eau et habitat du CICR pour le Proche et le Moyen-Orient.

De ce fait, pour mettre davantage d'eau à disposition dans les zones arides, il n'est pas toujours indispensable de forer un nouveau puits.

«Nous ne pouvons pas agir uniquement sur l'offre, c'est-à-dire forer davantage de puits pour en tirer plus d'eau, car cela aggraverait encore la crise hydrique. Il faut, partout où c'est possible, passer à la gestion de la demande et aider à conserver l'eau, en réduisant les pertes et en améliorant l'efficacité de tout le système d'approvisionnement.

«C'est exactement ce que nous faisons dans le nord de la région de Badia, en Jordanie, poursuit Michael Talhami. En modernisant les infrastructures, nous parvenons à réduire très fortement les pertes et à réaliser ainsi de notables améliorations dans l'approvisionnement en eau.» ■

# Un endroit à l'ombre

Dans le nord du Paraguay, le soleil est si brûlant qu'il dessèche la terre, empêchant toute culture maraîchère et fruitière. Sur cette image, un habitant du village de Tacuatí Poty étend un écran qui va faire de l'ombre aux plantes fournies dans le cadre d'un programme du CICR réalisé avec la Croix-Rouge paraguayenne afin d'aider les familles rurales à faire face à la dureté du climat. «Sans ombre, le soleil brûle les plantes», explique Nélida González, une habitante. Le programme, destiné à aider les personnes touchées par la violence, fournit des outils, des semences et une formation, ainsi que le grillage, le tissu et les filets nécessaires pour atténuer le rayonnement solaire. ■



Photo : Bruno Radicchi/CICR

# Combattre dans les règles



**Un mécanisme volontaire favorisant le respect du droit international humanitaire, délibérément conçu comme non contraignant et non politique, pourrait-il contribuer à combler le fossé entre les idéaux qui sous-tendent les règles de la guerre et les pratiques constatées sur le terrain ?**

**R**EFUS D'ASSISTANCE HUMANITAIRE à des populations civiles, bombardements aveugles, prises d'otages, torture : ce ne sont là que quelques-unes des tendances visibles dans les conflits actuels qui non seulement causent d'immenses souffrances, mais qui sapent l'idée même selon laquelle la guerre a des règles qui doivent être respectées.

Comme l'a déclaré le président du CICR Peter Maurer devant la quatrième réunion des États visant à renforcer le respect du droit international humanitaire (DIH) à Genève au mois d'avril, «les souffrances humaines et les besoins humanitaires causés par les conflits armés dans le monde seraient bien moindres si le droit international humanitaire était appliqué comme il se doit par les parties sur le terrain».

Tout le problème réside dans la différence considérable entre ce qu'exige le DIH et ce qui se produit souvent sur le terrain. Comme l'a expliqué Peter Maurer à Genève, il y a toujours d'immenses lacunes dans la mise en œuvre du DIH.

Or, combler ce fossé n'est pas une tâche aisée. De nos jours, les conflits sont devenus de plus en plus complexes et de moins en moins internationaux, avec de plus en plus de participants aux combats appartenant à ce que l'on appelle souvent des groupes armés «non étatiques».

Bien qu'ils soient liés par le droit international humanitaire, certains de ces groupes armés peuvent avoir des connaissances limitées de ses règles; d'autres peuvent tout bonnement les rejeter, ou ne pas les appliquer dans la pratique.

Les États aussi enfreignent souvent la lettre et l'esprit du DIH dans leur lutte contre les groupes armés de ce type. Dans un cas comme dans l'autre, il peut en

**«Les mécanismes du DIH inscrits dans les Conventions de Genève et dans le Protocole additionnel I ont montré qu'ils ne pouvaient pas contribuer à combler les lacunes de la mise en œuvre.»**

**Peter Maurer,**  
président du CICR

découler des souffrances indescriptibles pour la population civile ainsi que des obstacles à l'assistance et à la protection des populations touchées.

Lorsqu'il s'agit de combattre les violations alléguées du DIH, l'écart est aussi très important. Les Conventions de Genève et le Protocole additionnel I prévoient trois mécanismes possibles qu'un État partie à un conflit armé international peut déclencher par rapport à un adversaire.

Conçus à une époque où la majeure partie des conflits étaient des différends internationaux entre des États, ils ont rarement été mis en œuvre et cette possibilité est encore plus faible de nos jours, puisque la majorité des conflits armés opposent des États à un ou plusieurs groupes armés non étatiques.

Ainsi, comme le note Peter Maurer, «les mécanismes du DIH inscrits dans les Conventions de Genève et dans le Protocole additionnel I ont montré qu'ils ne pouvaient pas contribuer à combler les lacunes de la mise en œuvre.»

## **La nécessité de se rencontrer**

Il se trouve que les Conventions de Genève sont pour ainsi dire les seuls traités de droit international qui ne sont pas complétés par un cadre permettant aux États de débattre régulièrement de leur application et de leur mise en œuvre.

D'autres traités internationaux — comme ceux qui interdisent l'emploi des mines antipersonnel ou qui réglementent les transferts d'armements — contiennent des dispositions qui prévoient des réunions régulières. Ces réunions permettent de focaliser l'attention des États et des organismes internationaux sur la nécessité de développer les capacités, les rapports internes, les



bonnes pratiques et les autres mesures permettant de favoriser le respect du traité.

C'est dans ce contexte que le CICR a agi, dans le cadre d'une initiative diplomatique conjointe avec le gouvernement de la Suisse, pour faire naître un accord sur de nouvelles manières de garantir le respect du DIH. Sur la base de la résolution 1 de la XXXI<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui s'est déroulée à Genève en 2011, la Suisse et le CICR ont mené un processus de consultation ouvert à l'ensemble des États parties aux Conventions de Genève. Plus de 140 États ont participé dans ce cadre à neuf réunions entre 2012 et 2015.

La proposition issue de ce processus, à laquelle souscrit la grande majorité des États et qui sera discutée lors de la XXXII<sup>e</sup> Conférence internationale à Genève au mois de décembre, appelle à la création d'un mécanisme non contraignant, volontaire, dont les principales composantes sont les suivantes :

- Au centre du nouveau système, une réunion régulière des États qui servirait de forum pour un dialogue et une coopération soutenus entre les États sur les manières d'améliorer la mise en œuvre du DIH.
- Des discussions thématiques sur des enjeux du DIH qui permettraient des échanges de vues sur des questions juridiques, pratiques ou politiques cruciales.
- Un système de rapports périodiques sur le respect du DIH au plan national, qui permettrait aux États d'examiner et d'évaluer périodiquement l'efficacité des mesures prises à l'échelle nationale pour assurer le respect du DIH. Cette fonction permettrait aussi le partage des bonnes pratiques en tenant compte des besoins de chaque État en termes de renforcement des capacités. Elle aiderait aussi à identifier les

➤ Un homme âgé dans les décombres de bâtiments détruits par des bombardements intenses. Dans bon nombre des conflits actuels, ce genre de destruction massive, dû à un emploi de la force sans discrimination dans des zones peuplées, est une marque de manque de respect du droit international humanitaire de la part des belligérants.

Photo : Thomas Glass/CICR

difficultés dans la mise en œuvre du DIH ainsi que les manières de les surmonter.

## Éviter toute politisation

Cette nouvelle réunion des États autour du DIH n'aurait pas pour objet d'examiner des situations spécifiques, mais plutôt de débattre de questions générales ou d'intérêt commun, afin d'éviter toute politisation, affirme le conseiller fédéral suisse Didier Burkhalter. «Ce nouveau mécanisme ne doit pas être utilisé pour pointer un index accusateur sur qui que ce soit», a expliqué Didier Burkhalter lors de la quatrième réunion des États au mois d'avril. «Il aura pour objet de faciliter la mise en œuvre du DIH et de créer un environnement favorable à un meilleur respect du droit humanitaire.»

Pour éviter toute politisation, les rapports nationaux soumis dans ce cadre ne feraient pas l'objet d'une discussion individuelle, mais seraient compilés sous forme de documents «décontextualisés», qui devraient permettre aux représentants des États de réfléchir à des moyens d'améliorer la mise en œuvre du DIH sans politiser le débat. De la même manière, les débats thématiques sur le DIH permettraient de soulever des questions pertinentes pour un certain nombre d'États, afin d'éviter toute association avec un contexte particulier.

«Un certain nombre d'États ont exprimé la crainte qu'un nouveau mécanisme de respect du DIH pourrait être manipulé, étant donné l'antagonisme qui prévaut aujourd'hui dans les relations internationales», a relevé Peter Maurer, en évoquant la crainte de voir le système utilisé comme un outil ou un «instrument» au service d'un objectif politique et non humanitaire.

## Une solidarité suffisante ?

Certains observateurs ont émis des doutes sur la capacité d'un système volontaire de garantir des changements sur le terrain des conflits; pour eux, des éléments plus solides sont sans doute nécessaires.

Or, selon Helen Durham, directrice du droit international et des politiques humanitaires au CICR, étant donné les préoccupations touchant le fait que les mécanismes d'application peuvent ne pas toujours être politiquement neutres, cette démarche «apolitique» est un pas important pour permettre aux États de partager leurs meilleures pratiques et de débattre de leur expérience dans la mise en œuvre du DIH.

«Le CICR se félicite vivement du degré d'engagement et d'intérêt dont ont fait preuve de nombreux États pendant les quatre années de discussions concernant le mécanisme proposé, affirme Helen Durham. De toute évidence, tout le monde considère que cette question mérite une grande attention.

«Il existe de nombreux moyens d'améliorer le respect du DIH et nous devons examiner comment toutes ces méthodes peuvent se compléter, poursuit-elle. Le rôle du CICR consiste à se concentrer en permanence sur les solutions possibles à des problèmes humanitaires critiques. Le respect insuffisant du DIH a sans aucun doute des répercussions considérables sur la vie de toutes les personnes touchées par les conflits armés.» ■

# Une assise plus solide pour l'action locale

**Au-delà des projets et des interventions d'urgence, comment les organisations humanitaires internationales peuvent-elles soutenir un engagement humanitaire durable à l'échelon local ?**

**V**OICI PLUS DE 80 ANS que la Croix-Rouge éthiopienne fournit des services essentiels aux personnes déplacées par les conflits ou touchées par des catastrophes naturelles régulières telles qu'inondations, sécheresses et même famines.

À l'instar cependant de nombreuses Sociétés nationales qui dépendent fortement de financements extérieurs pour les urgences et qui fonctionnent presque continuellement en situation de crise, la Croix-Rouge éthiopienne n'a pas été en mesure de résoudre certains des problèmes systémiques qui l'empêchent de tracer sa propre voie, comme l'explique sa secrétaire générale Frehiwot Worku.

Parmi les principales difficultés, explique-t-elle, figurent la rotation importante du personnel, le manque de visibilité suffisante pour les opérations de la Société nationale, la difficulté de soumettre des rapports en temps opportun et la nécessité de diversifier les sources de fonds. Bon nombre de ces problèmes avaient déjà été identifiés par la Société nationale avant l'entrée en fonction de la secrétaire générale, de même que la nécessité de repenser l'orientation stratégique générale et le positionnement vis-à-vis du gouvernement, des donateurs et des partenaires.

«Nous menons de nombreuses activités, mais souvent sur la base de projets et de programmes et non pas en nous fondant sur des plans stratégiques, ni de manière durable, explique Frehiwot Worku. Des partenaires se présentent avec des fonds et des propositions de projets et nous réalisons souvent ces projets, ou alors nous concevons des projets et les partenaires se manifestent ensuite, mais il s'agit toujours d'un projet.»

La plupart de ces projets comportent une composante de renforcement des capacités, qui peut comprendre l'achat de matériel et des activités de formation pour développer des compétences spécifiques parmi les volontaires ou les coordonnateurs. «Ce sont

des choses utiles, mais qui ne renforcent pas vraiment les capacités systémiques de la Société nationale», explique la secrétaire générale. «Ces projets et ces programmes ont attiré des fonds importants, mais sans véritablement renforcer nos capacités internes.»

Selon Frehiwot Worku, les Sociétés nationales telles que la Croix-Rouge éthiopienne doivent être attentives à ce que le financement extérieur — parfois essentiel pour répondre aux besoins urgents — ne les empêche pas de concevoir leurs propres stratégies et priorités de manière indépendante et autonome.

## **Durabilité et indépendance**

Ce problème ne concerne pas uniquement les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, mais bien l'ensemble des activités de secours humanitaire partout dans le monde. Tout comme les organismes d'assistance doivent s'efforcer, dans leurs activités, de ne pas créer de dépendance chez les bénéficiaires, elles doivent réfléchir aux effets secondaires imprévus de leurs activités sur leurs partenaires dans le pays et sur les autres acteurs humanitaires locaux.

Cette question prend d'autant plus d'importance à une époque où les organismes internationaux de secours tablent davantage sur les organismes locaux pour acheminer l'assistance, soit parce qu'ils sont mieux acceptés par les communautés locales, soit parce que certaines zones sont trop dangereuses pour les agents internationaux. Parallèlement, le nombre d'organismes de secours régionaux, nationaux et locaux actifs sur le terrain s'est beaucoup accru.

Pourtant, certains experts affirment que de nombreuses organisations internationales d'assistance traitent les acteurs locaux comme de simples agents d'exécution et non comme des partenaires à part entière. Dans d'autres cas, il arrive qu'elles contournent ou évitent entièrement les acteurs locaux en créant des



**«Ces projets et ces programmes ont attiré des fonds importants, mais sans véritablement renforcer nos capacités internes.»**

**Frehiwot Worku**, secrétaire général de la Croix-Rouge éthiopienne



systèmes d'assistance temporaire parallèles.

«Le système international d'assistance, par défaut, part désormais du principe qu'il doit se substituer aux capacités locales et nationales», relèvent Sophia Swithern et Lydia Poole dans un chapitre du *Rapport sur les catastrophes dans le monde 2015* de la FICR. «L'écrasante majorité des fonds destinés à l'action humanitaire internationale suit ce schéma et continue à transiter par les acteurs internationaux.»

«Des appels ont toutefois été lancés, émanant de secteurs divers — et notamment des acteurs locaux et nationaux eux-mêmes — pour que les choses évoluent, et la nécessité de modifier ce mode de fonctionnement international pour mieux refléter une réalité dans laquelle les acteurs nationaux jouent un rôle essentiel apparaît de plus en plus clairement», poursuivent les auteurs.

Les consultations régionales en vue du sommet humanitaire des Nations Unies (une conférence mondiale qui devrait se dérouler en mai 2016, axée sur l'amélioration des interventions humanitaires) ont offert une plate-forme mondiale permettant aux acteurs locaux et nationaux de la société civile de faire entendre leurs préoccupations touchant leur exclusion des processus de décision, de définition des orientations et de répartition des ressources dans le domaine de l'aide humanitaire internationale. «Les participants ont émis le vœu que le rôle des organisations non gouvernementales nationales et locales soit mieux reconnu et soutenu financièrement, et qu'elles ne soient pas perçues uniquement comme des véhicules de l'assistance internationale», concluent Sophia Swithern et Lydia Poole.

Bien des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont directement concernées par ces enjeux, en tant qu'organisations nationales qui dépendent de sections ancrées dans les communautés et de l'action de volontaires. Dans le modèle de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ce sont les acteurs

nationaux — les Sociétés nationales — qui devraient aussi guider le réseau mondial auquel elles sont affiliées. Le renforcement de ces acteurs locaux était l'un des objectifs essentiels de la Stratégie 2020 de la FICR et du Cadre de développement des Sociétés nationales qui en est issu; ces textes formulent plusieurs propositions fondamentales dans le sens d'un changement de paradigme, pour passer de l'octroi d'une assistance internationale au renforcement des Sociétés nationales.

Et pourtant, les réalités, de même que la dynamique du financement des interventions d'urgence au sein du réseau global des Sociétés nationales, montrent que parfois, les Sociétés actives sur place dans des zones de catastrophe naturelle ou de conflit deviennent de simples «agents d'exécution» pour des Sociétés nationales plus nanties, pour la FICR, pour le CICR ou pour d'autres acteurs dotés des ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre des projets.

### Partir de la base

À l'inverse, les Sociétés nationales bien dotées en ressources, la FICR et le CICR ont aussi investi davantage dans l'aide au développement organisationnel des Sociétés nationales. Parmi les initiatives en cours du côté de la FICR figurent un examen global du volontariat ayant pour objet d'améliorer la gestion des volontaires par les Sociétés nationales, un nouvel outil destiné à soutenir le développement des sections et des activités de formation à la direction et à la mobilisation des ressources, sans oublier un processus dans le cadre duquel les Sociétés nationales réalisent des évaluations internes approfondies afin d'identifier leurs points forts et leurs points faibles.

Cette initiative d'évaluation, dite OCAC, a été lancée par la FICR en 2011. Il s'agit d'un outil de mesure et d'analyse qui devrait aider les Sociétés nationales à améliorer leurs résultats et leurs compétences en

☞ Cette photographie illustre de manière parlante pourquoi les services médicaux d'urgence de la Croix-Rouge libanaise, qui reposent sur les volontaires, jouissent d'une bonne réputation. Cependant, la Société nationale cherche aussi des moyens d'améliorer la durabilité à long terme de ses opérations, au-delà des interventions dans les situations d'urgence aiguës.

Photo : Croix-Rouge libanaise



☞ Un volontaire de la Croix-Rouge éthiopienne aide un petit garçon à planter un arbre dans le cadre d'un programme de promotion du volontariat et d'atténuation des effets des changements climatiques. La Société nationale — réputée par ailleurs pour ses services d'ambulances et ses capacités d'intervention lors de situations d'urgence — réfléchit aux moyens de développer un financement durable à l'échelle nationale et de renforcer ses capacités organisationnelles à partir de la base. Photo : Berhanu Gezahegn/Croix-Rouge éthiopienne

partant de la base. Les employés et les volontaires de l'organisation, de tous les échelons et tous les départements, prennent part à des ateliers de trois jours pour aboutir à un consensus quant aux résultats de la Société nationale sur une série de 85 points, allant du développement des volontaires jusqu'à la collecte de fonds et à la gestion des risques.

«Il ne s'agit pas du tout de se regarder le nombril», assure Roger Bracke, qui dirige le Département du développement organisationnel à la FICR, «mais bien de porter un diagnostic lucide sur ce que les Sociétés nationales font bien ou mal, de manière à ce que nous puissions améliorer notre action au nom des personnes qui souffrent.

«En outre, et c'est tout aussi important, les conclusions issues de ce processus ne viennent pas de vérificateurs ou de consultants extérieurs, ajoute-t-il. Elles émanent des personnes qui travaillent au quotidien pour la Société nationale. Les lacunes et les points forts identifiés dans chaque Société nationale sont donc bien compris et ils fournissent ensuite une occasion de produire des efforts ciblés pour combler les lacunes et tabler sur les points forts.»

La Croix-Rouge éthiopienne a effectué un examen OCAC en 2013 et le bilan de l'exercice a aidé la Société nationale à définir un plan d'action pour le changement. Le processus est déjà en cours et vise à redéfinir ses relations avec le gouvernement et les donateurs, à évaluer de nouveaux programmes et projets et à formuler une stratégie plus robuste et diversifiée de mobilisation de ressources.

Pour de nombreuses Sociétés nationales, le processus OCAC a déjà conduit à des changements concrets dans l'organigramme et les pratiques de gestion, avec des conséquences directes à l'échelle de la communauté.

«Au lieu de gérer les programmes et les projets à partir du bureau national, nous avons entrepris un renforcement de nos sections et de la formation des volontaires des sections, pour qu'ils soient en mesure de faire eux-mêmes une part plus importante du travail», explique Filipe Nainoca, directeur général de la Croix-Rouge de Fidji.

«Pour la première fois, les sections ont pu gérer leur propre programme, une intervention après une flambée de dengue», poursuit Filipe Nainoca, qui ajoute que 200 volontaires ont été formés dans 14 sections et ont réussi à toucher 86 000 personnes.

«Avant l'OCAC, le programme sur la dengue aurait été administré principalement à partir du bureau natio-

nal et uniquement dans les sections où des employés du bureau national sont présents», explique-t-il. La Société nationale concentre son action sur d'autres activités à faible coût, conçues et développées par des volontaires des sections. «À présent, les volontaires ont davantage de responsabilités pour agir concrètement dans leurs communautés.»

Dans bien des cas, le développement organisationnel des Sociétés nationales est entravé non seulement par la dynamique du financement de l'assistance, mais aussi par le fait qu'elles doivent fonctionner en situation d'urgence en permanence ou presque, année après année. Confrontées à des crises externes, elles manquent fréquemment de temps pour mener une véritable réflexion sur leur propre développement interne.

La Croix-Rouge libanaise en est un parfait exemple. Largement respectée et acceptée pour ses services d'ambulances et de premiers secours dans un pays très diversifié et souvent divisé, la Société nationale a servi toutes les communautés du pays à travers de nombreuses crises au cours du demi-siècle écoulé.

«La Croix-Rouge libanaise est très active et elle a une excellente réputation en termes de services offerts à la population, mais nos capacités institutionnelles ne sont pas aussi solides qu'elles devraient l'être car nous n'avons pas assez investi en elles», dit Nabih Jabr, directeur adjoint de la Croix-Rouge libanaise chargé du département des services médicaux d'urgence.

Lorsque la Société nationale a réuni dans une même salle, trois jours durant, ses employés, ses cadres, les dirigeants et les volontaires à l'occasion de l'atelier OCAC de 2013, les responsables ont appris qu'ils perdaient des collaborateurs qualifiés et dévoués tout simplement à cause de la manière dont les équipages des ambulances, formés de volontaires, étaient administrés.

«Le travail des volontaires dans les services médicaux d'urgence est très exigeant en termes d'horaire : on y consacre fréquemment 20 heures par semaine, explique Nabih Jabr. Une personne qui se marie ou obtient de l'avancement dans son métier ne dispose plus du temps nécessaire. Or, il s'agit de personnes très dévouées à la Croix-Rouge, avec cinq ou dix ans de collaboration derrière elles; et pourtant, quand elles n'ont plus le temps nécessaire, nous les mettons à la porte, pour ainsi dire. Nous avons donc entamé une réflexion pour leur offrir d'autres options moins exigeantes, afin de tirer parti de leur expérience dans d'autres services.»

Le processus OCAC, ainsi que l'aide déjà fournie par des Sociétés nationales sœurs, a aussi permis d'apporter des améliorations à la gestion financière et aux ressources humaines. Nabih Jabr est convaincu qu'elles accroîtront la solidité et la durabilité à long terme des opérations de la Croix-Rouge libanaise. Il se dit très fier du chemin parcouru, malgré un fonctionnement en mode de crise dû aux conflits successifs. «Ceci dit, imaginez un peu où nous en serions si nous pouvions continuer à améliorer notre fonctionnement interne et combien tous ces services en bénéficieraient.» ■

**Malcolm Lucard**

Rédacteur en chef de *Croix-Rouge, Croissant-Rouge*.

## PUBLICATIONS



*livelihoods programming: Gender and diversity for urban resilience: An analysis of South-East Asia Regional Delegation and Gender and diversity for urban resilience: An analysis.*

Disponibles en anglais.

### Health activities

CICR, 2015

Tour d'horizon des programmes de santé du CICR sur le terrain et des principes qui les fondent. Les soins aux blessés et aux malades dans les conflits armés ou autres situations de violence ainsi que dans les catastrophes naturelles

ont toujours été au cœur de l'histoire, de l'identité, des valeurs et de la réputation du CICR.

Disponible en anglais.

### L'Humanité en action

CICR, 2015

*L'Humanité en action 2014* présente les différentes activités menées par le CICR et la manière dont il utilise ses ressources, donne un aperçu de l'impact de son action en 2014 et présente le témoignage de divers bénéficiaires.

Disponible en allemand, anglais, français et italien.

### Epidemic preparedness in Indonesia

et

### Epidemic preparedness in Myanmar

FICR, 2015

Ces deux études de cas s'inscrivent dans l'analyse du déploiement de toute la panoplie d'outils et du manuel de formation destinés aux volontaires de la FICR en matière de lutte contre les épidémies au Myanmar et en Indonésie.

Disponible en anglais.

### Rapport sur les catastrophes dans le monde

FICR, 2015

La 23<sup>e</sup> édition du *Rapport sur les catastrophes dans le monde* de la FICR est axée sur les acteurs locaux et sur leur rôle au cœur de toute action humanitaire efficace. Le rapport analyse les écueils, l'expérience acquise et les tendances futures dans ce domaine. Il évoque aussi le financement de l'aide humanitaire et s'interroge sur le fait que les organisations locales reçoivent relativement peu de ressources par rapport aux grandes organisations internationales; il étudie les difficultés des partenariats avec les acteurs locaux et décrit les obstacles à l'acheminement des secours dans des milieux dangereux ou inaccessibles.

Disponible en anglais; résumés en arabe, espagnol et français.

### Spécificité sexuelle et diversité : trois publications

FICR, 2015

L'efficacité de nos efforts en faveur des personnes les plus vulnérables exige d'être attentif à la problématique de la spécificité sexuelle et de la diversité. Ces questions sont en cours d'intégration dans les secteurs de la réduction des risques des catastrophes, de la gestion des catastrophes, des changements climatiques et de la résilience, des migrations et de la prévention de la violence. Trois publications offrent un instantané de la méthode appliquée par la FICR : *Gender and diversity in food security and*

## VIDÉOS



### Sécurité économique : sauver des vies, bâtir l'avenir

CICR, 2015

En temps de conflit et de crise, l'Unité sécurité économique du CICR est en première ligne pour offrir des secours d'urgence et un soutien à long terme aux personnes touchées par la violence. Chaque année, elle permet à des millions de personnes de reprendre pied en les aidant à retrouver des moyens d'existence et à bâtir un avenir durable.

Disponible en anglais et français.

### Ensuring Sierra Leone's healthcare system is stronger post-Ebola

FICR, 2015

À l'heure où le nombre de cas de maladie à virus Ebola décroît en Sierra Leone, le personnel de la FICR forme des collègues locaux en matière d'infection, de prévention et de lutte contre la maladie, pour s'assurer qu'ils seront mieux équipés pour réagir à des flambées de maladies infectieuses à l'avenir. Parallèlement, la Croix-Rouge maintient des capacités intactes

pour réagir au cas où la maladie reprendrait de l'ampleur.

Disponible en anglais.

### Cambodia: Building confidence and camaraderie through wheelchair basketball

CICR, 2015

«Je veux que chacun sache que les handicapés peuvent faire du sport eux aussi», explique Pring Thorn, atteinte de poliomyélite dès la naissance et incapable de marcher sans aide. Alors qu'elle était jusque-là restée isolée et solitaire, tout a changé pour elle le jour où une amie l'a invitée à assister à une rencontre de basket-ball en fauteuil roulant. Pring est aujourd'hui volontaire pour une association féminine locale et elle est fière de jouer elle-même dans une équipe.

Disponible en anglais.

### Haiyan — Red Cross shelter recovery operation — Assisted alignment

FICR, 2015

Lorsque le typhon Haiyan a détruit la plupart des maisons de sa communauté, Enteng a si bien reconstruit sa maison qu'il a été engagé par la Croix-Rouge philippine et l'opération de réparation de logements de la FICR. Ce charpentier est si demandé qu'il a déjà beaucoup de travail en vue une fois l'opération achevée. Selon l'un de ses voisins, enchanté de ses services, «il bâtit chaque maison comme si c'était la sienne». Disponible en anglais.

### Trace the Face — Recherche en ligne pour des personnes disparues sur le chemin vers l'Europe

CICR, 2015

Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de toute l'Europe publient des photographies de personnes qui cherchent des parents disparus, tant en ligne que sous forme d'affiches, dans l'espoir de réunir des familles. Cette vidéo explique le fonctionnement du service de recherches en ligne créé par le CICR et par les Sociétés nationales européennes pour aider les réfugiés à retrouver leurs proches.

Disponible en anglais, espagnol et français.

### Une vie suspendue : répondre aux besoins des familles de personnes disparues

CICR, 2015

Les disparitions de personnes peuvent se produire pendant une guerre, lorsque les gens migrent ou à cause de catastrophes naturelles ou causées par l'homme. Pour les familles des personnes disparues, l'angoisse due à l'ignorance du sort de leurs proches est la même quelle que soit la cause. Dans cette vidéo, le CICR interroge trois personnes, originaires de pays différents, qui racontent l'histoire d'un proche disparu : un homme en Ouganda à la recherche de son fils et deux femmes, l'une au Mexique et l'autre en Géorgie, toutes deux en quête d'un frère. L'impact émotionnel, économique et social de cette situation sur leur vie transparaît dans leur regard.

Disponible en anglais, espagnol et français.



**L'afflux de migrants que connaît actuellement l'Europe suscite parfois des comparaisons avec les mouvements de populations provoqués par la Seconde Guerre mondiale. Cette photographie, prise en 1942 par un photographe inconnu, montre une mère et ses enfants déplacés par les forces allemandes pendant le siège de Kozara, sur un territoire qui fait aujourd'hui partie de la Bosnie-Herzégovine.**

Photo : archives du CICR